

ORAN

L'usine Fiat entrera en production à la fin de l'année

Lire l'article de J. B. page 2

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

SAHARA OCCIDENTAL De Mistura attendu mercredi à Alger

Lire Ghania Oukazi page 5



DES ACCORDS SIGNÉS LORS DE LA VISITE Erdogan prochainement en Algérie

Lire l'article de A.Z. page 3



MOUVEMENT DANS LE CORPS DES WALIS Des permutations, des démis et des promus

P. 4

Equipe nationale : après sa contre-performance face à la Tanzanie Belmadi entre reconstruction et appréhensions

P. 10



Oran

L'usine Fiat entrera en production à la fin de l'année



J. B.

L'usine Fiat de Tafraoui, à Oran, commencera la production effective de ses voitures au mois de décembre 2023. C'est la déclaration faite, jeudi, par le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, lors d'un point de presse animé dans l'usine Fiat, du groupe Stellantis, à l'occasion d'une visite de travail.

Dissipant ainsi tous les doutes, le responsable a affirmé que Fiat, filiale du groupe automobile multinational « Stellantis », qui a déjà commencé à commercialiser certains modèles de ses voitures importées, au mois de mars dernier, a respecté les délais de la concrétisation de son usine implantée dans la commune de Tafraoui et le premier véhicule produit par ce site industriel sortira en décembre.

« Suite à mon inspection du projet, j'ai constaté que la cadence de réalisation correspond aux termes initialement convenus. En se basant sur les informations fournies sur place, je suis optimiste quant à la sortie de la première voiture de l'usine d'Oran en décembre 2023 et non pas 2024 », a déclaré le ministre qui s'est montré très satisfait de la cadence des travaux. Et d'ajouter que « le projet a atteint un taux d'avancement de 75%. Les seules étapes restantes sont l'installation de certaines machines et la finalisation de la formation des travailleurs. Une fois ces éléments achevés, l'usine sera prête à 100%, pour commencer la production de la première voiture Fiat en Algérie dès décembre prochain ».

La date avancée par le ministre concernant le lancement effectif de la production de cette marque automobile en Algérie met fin à toutes les rumeurs à propos de la date de sortie du premier véhicule Fiat, « made in Algeria » et témoigne de l'intérêt porté par la marque Fiat à son projet industriel en Algérie. Cela illustre aussi sa volonté de contribuer, de façon substantielle et pérenne, au développement d'une industrie automobile algérienne performante. « Le projet industriel de Fiat à Tafraoui revêt une importance stratégique majeure, bénéficiant du plein soutien des autorités nationales et locales du pays. Il s'inscrit en droite ligne de notre stratégie de développement économique et industriel, renforçant ainsi son caractère structurant. Le champ est ouvert à tout le monde, que ce soit un investissement totalement étranger ou en partenariat avec des sociétés nationales », a-t-il précisé.

Abordant la question du taux d'intégration qui est actuellement de 30% et qui devrait atteindre 35%, M. Aoun

a expliqué que « Fiat a promis de ramener des fabricants de pièces de rechange. Le taux d'intégration augmentera progressivement. En tant que responsables du secteur industriel, notre souhait est de voir un taux d'intégration atteindre 40 à 50%. Cependant, nous sommes conscients que nous ne pouvons pas exiger qu'un investisseur atteigne ce niveau d'intégration s'il n'y a pas de base industrielle solide pour le soutenir et l'alimenter ».

JAC ET OPEL SUR LE MARCHÉ LA FIN DE L'ANNÉE, «LES CONSTRUCTEURS FRANÇAIS DOIVENT ATTENDRE»

D'autre part, le ministre de l'Industrie a confirmé que les marques automobiles chinoise Jac et allemande Opel ont obtenu leurs agréments. Ces deux dernières, a-t-il ajouté, « doivent obtenir l'autorisation de régulation pour pouvoir importer des véhicules d'ici la fin de l'année en cours ». « D'ici la fin de l'année, il y aura Fiat, JAC et Opel », a-t-il précisé. Concernant le retour des constructeurs automobiles français sur le marché algérien, M. Aoun a déclaré que ces derniers devront « attendre ». « Ils attendront le jour où on décidera » a-t-il lancé.

En ce qui concerne les agréments des concessionnaires automobiles en Algérie, le ministre souligne que l'octroi de ces agréments se fait en stricte conformité avec les conditions spécifiées dans le cahier des charges qui exigent des investissements dans le secteur de l'industrie automobile pour pouvoir importer les voitures. « Avant d'obtenir l'autorisation d'importation des véhicules neufs, l'investisseur doit entamer la construction de son usine, à l'exemple de Fiat. Il ne sera autorisé à importer que le jour où il aura commencé la réalisation de son usine. Tant que l'investisseur n'a pas entamé la construction de son usine, il ne pourra pas importer. Même pas une simple roue » a précisé le ministre.

Répondant à une question sur le sort des unités d'assemblage de véhicules, dont les dirigeants ont été condamnés à la prison ferme, M. Ali Aoun a rappelé que la justice a ordonné la confiscation de ces biens. « Leur sort sera déterminé une fois que la justice aura transféré ces installations au secteur de l'Industrie. Et je vous le dis, tout de suite, il n'y a pas grand chose à faire, car ce ne sont essentiellement que des hangars. Oubliez cette histoire de ces unités qui n'étaient pas des usines de montage. On va peut-être les utiliser pour une

Les cristaux d'insuline produits en Algérie à partir de 2024

L'Algérie se lancera dans la production des cristaux d'insuline à partir du premier semestre de l'année 2024, après la signature d'une convention de coopération entre Sidal et un partenaire chinois, a annoncé jeudi le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun.

Le ministre a indiqué, dans une déclaration à la presse en marge de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Oran, que les cristaux d'insuline (matière première dans la fabrication de l'insuline) sont produits dans quatre usines à travers le monde, qualifiant le lancement de sa fabrication en Algérie de grand pas.

Le marché de l'insuline en Algérie représente 420 millions d'euros par an, avec un nombre de diabétiques insulinodépendants avois-

nant les 2,5 millions, a-t-il déclaré.

Il a également souligné que son ministère s'est engagé à réduire le coût de l'insuline de 50 pour cent d'ici la fin 2023, notant qu'il y a aujourd'hui trois usines qui produisent différents types d'insuline.

Ali Aoun a encore affirmé, dans ce sens, que d'ici à la fin 2024, l'Algérie sera complètement autonome en matière de production d'insuline. Abordant le climat actuel de l'investissement en Algérie, notamment après l'adoption de la nouvelle loi sur les investissements, il a souligné que l'impact de celle-ci est palpable sur le terrain.

M. Aoun a rappelé que près de 585 projets dans le secteur de l'industrie pharmaceutique étaient gelés depuis 2017, pour des « raisons futilles », ajoutant que l'adoption de la nouvelle loi de l'investis-

sement a permis le dégel de 80 % d'entre eux en quatre mois.

Ali Aoun a également visité le complexe sidérurgique «Tosyali Algérie» ainsi que l'usine «AlfaPipe» à Bethioua, spécialisée dans la fabrication de tubes de transport d'eau, de pétrole et de gaz.

Cette usine est en arrêt depuis 2019 et sa direction a été récemment confiée au complexe «I-Metal», a-t-on expliqué sur place. Le ministre a donné des instructions pour accélérer la remise en production de cette usine.

M. Aoun, qui a suivi une présentation détaillée sur les capacités du secteur industriel à Oran, a également affirmé que la capitale de l'Ouest du pays est considérée comme pôle industriel important qui regroupe 30 pour cent de l'industrie nationale.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Total désordre

Ici, là-bas et partout, l'Inde de Narendra Modi brasse large dans un monde que certains cherchent à multi-polariser. En accueillant le 18^{ème} Sommet du G20 à New Delhi, du 8 au 10 septembre, l'Inde donne-t-elle le signe qu'elle a quitté définitivement le non-alignement, le remplaçant par le multi-alignement ? Tout dans la politique extérieure de l'Inde prône le multi-alignement, nourrissant même l'ambition de devenir un leader des pays du Sud qui partagent sa vision, en comptant sur leur soutien à son entrée au sein du Conseil de sécurité comme membre permanent. L'Inde, qui cherche également sur ce plan à obtenir le soutien des pays occidentaux, ne trouve pas meilleure occasion que ce rassemblement des principales parties.

Le G20, qui a vu le jour en 1999, et qui comprend les pays du G8 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Royaume-Uni, Italie, Japon et Russie), plus l'Union européenne, ainsi que l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, l'Afrique du Sud et la Turquie, soit les BRICS également, reflète-t-il un désordre mondial ou un nouvel ordre mondial en marche ? En tout cas, le Premier ministre indien Narendra Modi, qui prépare sa réélection, accueillera le président américain Joe Biden, samedi 9 septembre au premier jour du Sommet, mais les président chinois Xi Jinping et russe Vladimir Poutine ne seront pas de la partie. Tant de parties vont se rencontrer pendant deux jours, sans se mettre d'accord sur quoi ce soit. Car, des indiscretions qui ont filtré, durant cette der-

nière année, laissent croire, à moins d'une acrobatie verbale dans la formulation du communiqué sanctionnant les travaux

du Sommet, qu'il n'y aura aucun texte final clôturant ce sommet, à cause de l'absence évidente d'un consensus autour de la guerre en Ukraine, les uns (les Occidentaux) exigent dans ce sens d'inclure un paragraphe dans le communiqué final condamnant l'invasion russe de l'Ukraine, alors que la Russie et la Chine s'y opposent résolument, en sus de leurs alliés naturels au sein du G20. A voir de ce côté, le G20, que certains ont déjà qualifié de « sommet des divisions », tire à l'éclatement et aux divisions plutôt qu'à un quelconque accord sur la relance de l'économie mondiale, et fait peser la menace d'un échec de ce sommet que Narendra veut conclure par un succès qui lui donnera une plus grande aura à la veille des élections. Narendra bénéficie d'une large popularité en Inde, mais l'opposition ne le ratera pas en cas d'échec du sommet du G20 qu'il prépare depuis un an. L'Inde qui accueille, pour la première fois, un événement de cette taille, rassemblant les principaux dirigeants des puissances mondiales, n'a pas lésiné sur les moyens pour le préparer, lui consacrant une enveloppe de 100 millions de dollars et du spectacle pour mettre en avant la culture du pays. Le thème principal de ce 18^{ème} Sommet du G20, en l'occurrence «Un monde, une famille, un avenir», risque sérieusement de se heurter à des conceptions totalement différentes, voire à l'opposé les unes des autres, du monde, de la famille et de l'avenir.

autre industrie dès qu'ils seront mis à la disposition du secteur par la justice ». Notons que le ministre de l'Industrie et de la production pharmaceutique, accompagné de l'ambassadeur d'Algérie à Rome, le wali d'Oran, le président du conseil de l'administration de l'usine Fiat à Oran, M. Sergeye Vasilyev directeur général de l'usine et de sa délégation, a eu l'occasion de visiter les différentes installations de l'usine Fiat de Tafraoui où il a constaté, de visu, l'avancée des travaux de l'usine dont l'infrastructure et les bâtiments sont finalisés depuis le mois d'août, respectant ainsi l'ensemble des engagements de la marque Fiat. Il a également eu l'opportunité de découvrir, le premier véhicule de présérie assemblé par les opérateurs de ce site industriel. A cette occasion M. Samir Cherfan, directeur des opérations chez Stellantis pour le Moyen-Orient et l'Afrique a précisé que « le groupe Stellantis a tenu ses engagements en

mobilisant l'ensemble des moyens que nous avons à disposition et en bénéficiant, surtout du soutien constant des autorités dans toutes les étapes de développement ». Il a ajouté que cette « première étape fondatrice n'illustre pas seulement le respect de nos engagements en termes de délais, mais elle participe, également, à l'ancrage de notre ambition de devenir le vecteur du développement de l'industrie automobile en Algérie avec la marque FIAT ». M. Samir Cherfan a saisi cette occasion pour annoncer qu'« en termes d'importation de véhicules neufs Fiat, l'entreprise a renforcé sa capacité pour mieux répondre à la forte demande des clients algériens. C'est ainsi que le nombre de voitures Fiat importées est passé de 2.000 unités en avril dernier à 10.000 voitures attendues le mois de septembre en cours ». « Outre l'aménagement des infrastructures, de nombreuses sessions de formation en Algérie et à l'étranger

ont été organisées au profit des opérateurs et des moniteurs recrutés, afin de garantir que l'usine de Tafraoui réponde aux standards internationaux de construction automobile. Ainsi, plus de 61.000 heures de formation ont été dispensées » a-t-il ajouté. Pour rappel, le projet industriel stratégique de Fiat en Algérie représente un investissement initial de 200 millions d'euros, et a pour ambition de créer, d'ici à 2026, près de 2.000 nouveaux emplois, avec une capacité de production de 90.000 véhicules par an avec 3 modèles, dans une première étape, et un 4^{ème} modèle après 2026, rappelle-t-on. « Cet engagement confirme la place clé de l'Algérie au sein du Plan Stratégique Dare Forward 2030 de Stellantis pour la région Moyen-Orient et Afrique (MEA) et contribuera à l'ambition de Stellantis MEA de vendre un million de véhicules dans la région d'ici 2030 » indique un communiqué de Fiat.

Le Quotidien D'ORAN Edition Nationale d'Information Editée par la SPA ORAN - PRESSE au Capital de 195.923.000,00 DA	Président Directeur Général Directeur de la Publication Mohamed Abdou BENABBOU	Direction - Administration Rédaction centrale 63, Ave de l'ANP - Oran B.P.N°110 - Oran Tél. 041.23.25.22 23.25.23 / 23.25.24 23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15	Fax Pub: 041.23.25.21 Fax et Rédaction: 041.23.25.20 Imp.: Oran: imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Constantine: S.I.E.	INTERNET: http://www.lequotidien-oran.com E-mail: infos@lequotidien-oran.com publicite@lequotidien-oran.com admin@lequotidien-oran.com lequotidiendoran@yahoo.fr Rédaction Algéroise Tél.: 021. 64.96.39 - Fax: 021. 61.71.57 Pub Tél.: 021. 64.96.44 Rédaction Constantinoise Tél.: 031.92.12.11 Fax: 031.92.12.22
Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE				
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger. Téléphone: 021.73.71.28 / 021.73.76.78 / 021.74.99.81 / Fax: 021.73.95.59 / E-mail: agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz »				

Des accords signés lors de la visite Erdogan prochainement en Algérie

A. Z.

La visite imminente du président turc Recep Tayyip Erdogan en Algérie, à l'invitation du président Abdelmadjid Tebboune, se prépare activement. Dans ce cadre, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger Ahmed Attaf a fait état, jeudi à Ankara (Turquie), de la préparation d'une série d'accords entre l'Algérie et la Turquie dans plusieurs domaines, qui seront signés à l'occasion de cette visite prévue prochainement. Lors d'une conférence de presse conjointe animée avec son homologue turc Hakan Fidan à l'occasion de la tenue des travaux de la deuxième session de la Commission mixte algéro-turque de la planification, M. Attaf a déclaré que ces accords concernent «plusieurs domaines pour ne citer que le commerce, l'investissement, l'énergie, l'enseignement et la culture». «Nous préparons la mouture finale des projets de ces accords qui seront signés lors de la visite en Algérie du président Recep Tayyip Erdogan dans un avenir très proche», a fait savoir le ministre. M. Attaf qui participait à cette commission dans le cadre de sa visite de travail en Turquie, chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que «les deux pays ont réalisé de grands progrès sans précédent dans l'histoire de leurs relations bilatérales en vue de leur élargissement à tous les secteurs et domaines offrant des opportunités de coopération et de partenariat multiples au mieux des intérêts de nos deux pays et peuples frères». Et, l'heure et au passage à «la valorisation de ces acquis à travers des mesures pratiques, et au renforcement de cette dynamique par tous les moyens à travers l'enrichissement du cadre juridique de la coopération bilatérale et la poursuite de la préparation d'une série d'importants accords», a-t-il souligné. En sus des secteurs importants tels que la métallurgie, la sidérurgie, les textiles, le bâtiment et les travaux publics (BTP) qui ont «fait les principaux succès bilatéraux», M. Attaf a affirmé que «le partenariat économique algéro-turc s'étend désormais à de nouveaux secteurs à l'instar des énergies renouvelables, des mines, de l'agriculture saharienne et de l'industrie pharmaceutique».

Tout en assurant que les efforts se poursuivaient «pour renforcer les autres dimensions des relations bilatérales, notamment celles relatives à la coopération dans les domaines de la culture, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la santé, qui sont en mesure de renforcer les dimensions humaines de nos relations bilatérales», M. Attaf a souligné que les deux pays «avancent progressivement et résolument dans la

réalisation des objectifs assignés par les dirigeants des deux pays frères, notamment en ce qui concerne l'objectif d'augmenter les échanges commerciaux à 10 MDS à moyen terme».

LE CONSENSUS POLITIQUE ALGÉRO-TURC SOULIGNÉ

Ajoutant que l'Algérie est devenue «le deuxième partenaire commercial de la Turquie en Afrique avec des échanges bilatéraux dépassant les 5 MDS, et la première destination des investissements directs turcs dont la valeur actuelle dépasse les 6 MDS». Il a également indiqué que cette évolution «place la Turquie, pays frère, en position de premier investisseur étranger hors hydrocarbures en Algérie». Relevant dans le même sens «l'extension de l'activité des entreprises turques en Algérie, dont le nombre avoisine les 1.500 couvrant différents secteurs avec plus de 30.000 postes d'emploi assurés», M. Attaf a indiqué que toutes les rencontres et tous les entretiens qu'il a eus avec de hauts responsables lors de son séjour à Ankara, «ont permis de procéder à une évaluation globale de notre avancée dans la concrétisation des priorités qualitatives et des objectifs quantitatifs tracés par les deux présidents, MM. Abdelmadjid Tebboune et Recep Tayyip Erdogan, en prélude et en préparation de leur rencontre prochaine en Algérie, à l'occasion de la 2^e session du Conseil de coopération de haut niveau», affirmant que les relations algéro-turques connaissaient «un fort élan et une évolution notable au double plan politique et économique».

Le ministre a, par ailleurs, souligné que le consensus politique algéro-turc autour des principaux dossiers régionaux et internationaux d'intérêt commun «est toujours de mise, se consolide et se renforce à travers l'engagement commun en faveur des principes et des valeurs consacrés dans la charte des Nations unies, ainsi qu'à travers les démarches inlassables du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à faire prévaloir la logique du dialogue et de la négociation en vue de résoudre les crises et conflits, quel que soit le degré de leur complication ou le niveau de leur gravité». Pour sa part, M. Fidan s'est félicité de la coopération entre la Turquie et les pays africains, ajoutant que «les pays africains qui apprécient les initiatives et les démarches turques, considèrent qu'elles sont basées sur la coopération commune et permettent de créer des opportunités communes pour l'action africaine et la relance de l'économie et des autres secteurs dans le continent africain», mettant en avant le caractère stratégique des relations afro-turques.

Attaf à Budapest

Chargé par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf est arrivé, vendredi à Budapest, pour une visite de travail en Hongrie, indique un communiqué du ministère.

Cette visite s'inscrit dans le cadre «des efforts visant à donner une nouvelle dynamique aux re-

lations de coopération et d'amitié liant les deux pays et à renforcer la concertation politique bilatérale autour des questions d'intérêt commun», précise le communiqué. Le ministre aura des entretiens avec son homologue hongrois, M. Peter Szijjarto ainsi qu'une rencontre avec des représentants de la communauté algérienne établie dans ce pays ami, ajoute la même source.

Attaques terroristes au Mali L'Algérie condamne

L'Algérie a fermement condamné les attaques terroristes qui viennent d'endeuiller le Mali et exprimé sa sympathie et sa solidarité face à cette épreuve que lui impose le fléau terroriste, indique vendredi un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

«L'Algérie condamne fermement les attaques terroristes qui viennent d'endeuiller le Mali frère et voisin. Elle

lui exprime sa sympathie et sa solidarité face à cette épreuve que lui impose le fléau terroriste», souligne le communiqué.

L'Algérie tient à «exprimer de nouveau sa ferme conviction que c'est par la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger de bonne foi sur la base d'une volonté politique qui ne souffrirait d'aucune hésitation ni réserve, que le Mali pourra construire

un front interne capable de résister aux agressions que le terrorisme fait subir au Mali et au-delà à l'ensemble de la région», ajoute la même source.

De plus, l'Algérie tient à «assurer le Mali que sa disponibilité à travailler avec lui pour la mise en œuvre de cet accord reste entière, car il constitue le rempart qui préserve la sécurité, la souveraineté, l'intégrité territoriale et la stabilité de ce pays frère», conclut le communiqué.



Belkacem Ahcene-Djaballah

SPORTS, FOOT-POGNON !

Depuis déjà plusieurs années, le sport algérien a adopté le professionnalisme. Comme discipline expérimentale, le football, le sport-roi, en ce sens que depuis presque toujours, il a réussi à mobiliser des dizaines de milliers de consommateurs, des dizaines de mécènes et de sponsors publicitaires et, presque toujours, l'appui sans faille, pour des raisons évidentes, politiques, sociales et diplomatiques, des Appareils de l'Etat, ceci dit en Algérie et ailleurs. Il n'y a qu'à voir ce qui se passe en Arabie saoudite (700 millions de dollars - pris sur le Fonds de souveraineté, le Pif, 7^{ème} mondial, estimé à 700 mds usd - consacrés seulement pour le recrutement cette année de 20 grands joueurs étrangers. Les clubs vont ensuite devoir déboursier 1,1 milliard de dollars par an en salaires. Le Fonds souverain saoudien avait acquis, en juin, les trois quarts du capital des quatre principaux clubs, Al Ittihad, Al-Ahli Saudi, Al-Nassr FC, Al Hilal) et les compétitions organisées au Qatar, entre autres. Dans un passé récent, on a eu les «oligarques» russes et les «investisseurs» chinois envahissant le continent footballistique européen. Depuis l'Indépendance du pays, en matière de gestion du sport en général et du football en particulier, on a tout essayé, avec pour résultats quelques succès retentissants, mais aussi beaucoup d'échecs cuisants. Dont le plus important, à mon sens, a été l'abandon explicable mais encore publiquement et franchement inexplicable du sport scolaire (Education physique) et universitaire. Il sera évidemment très difficile de rattraper le temps perdu et, surtout, de restructurer les mentalités et les comportements d'autant que le conservatisme urgéle domine désormais, et pour longtemps, la sphère éducative.

Cette fois-ci, donc, pour «sauver les meubles» (un contenu qui se trouve bien en-deçà du contenant, c'est-à-dire les nombreuses infrastructures de pointe réalisées par l'Etat ou en passe de l'être) on est en train de revenir (et non venir) à la formule ancienne de «prise en charge» par des sociétés économiques et/ou industrielles publiques et/ou mixtes, surtout celles en bonne santé financière, l'expérience privée passée (le MCA et l'entreprise Haddad) ayant échoué, car fortement affairiste et politicienne. Cette fois-ci, elle sera quasi-totale. Ainsi, à tous seigneurs tous honneurs, après le championnat et l'équipe nationale par Mobilis, déjà le CRB, la JSK, le MCA et le MCO sont absorbés

ne soit pas complété devant les demandes (et les protestations) qui affluent désormais de toutes parts, chaque club réclamant («exigeant»?) sa part pour faire oublier les très mauvaises gestions du passé (pas seulement en foot, hélas) et effacer les très, très lourdes «ardoises», dont certaines en devises étrangères (pour certains clubs, des dizaines de milliards de cts). Aller jusqu'au bout de sa logique «participative» (ou interventionniste, c'est selon) ou boire le calice jusqu'à la lie, c'est comme il vous plaira de penser !

Et ce n'est pas fini, car cette «capitalisation» des clubs a entraîné une autre demande déjà en partie exhaussée pour certains joueurs, les entraîneurs ayant déjà obtenu, en partie, satisfaction. Celle des salaires et autres rémunérations. On a eu, par le passé, le cas des entraîneurs et de certains joueurs étrangers, surtout importés, grassement payés, ce qui n'avait fait qu'aggraver les déficits budgétaires et les endettements, plombés par une rédaction des contrats très lacunaires entraînant plusieurs procès à l'international. L'arrivée récente d'un international algérien (il y en aurait désormais 8, dont Mbolhi au CRB, club qui a, pourtant, déjà, 3 très bons gardiens) avec un salaire énormissime – payé, nous dit-on, par un sponsor étranger, lequel va, assurément se «rattraper» - ne va sûrement pas arranger les choses, les joueurs locaux et autres (quand ce ne sont pas les travailleurs eux-mêmes) ne tardant pas à demander sinon un alignement du moins une révision des rémunérations et avantages. Comportement «capitaliste» tout à fait normal dans notre sport pro' où le talent désormais commercialisé se négocie souvent, hélas, avec des «intermédiaires» plus que douteux. Ici, aussi, l'informel, roi ! Mais comportement totalement inadapté dans un secteur (sport dit pro') encore globalement géré (sic !) par des structures économiques et politiques avec un fond encore étatiste, populiste et socialiste avec des spectacles, la plupart du temps gratuits ou à tarifs réduits et des prises en charge en veux-tu, en voilà. On comprend mieux la «crise» actuelle au niveau de la FAF (et de certains clubs) qui peine(nt) à élire son (leur) président. Trop d'intérêts en jeu ? Trop de calculs ? Ce qui est certain, c'est bel et bien l'agonie d'un système de gouvernance obsolète et trop longtemps «sur et mal-exploité».

Ouargla, Béchar et Laghouat Session spéciale pour la réorientation et les transferts dans les spécialités de médecine

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, jeudi dans un communiqué, l'ouverture d'une session spéciale aux nouveaux bacheliers pour la réorientation et les transferts dans les spécialités de médecine à travers 3 facultés dans les universités de Ouargla, Bechar et Laghouat, à partir du 8 septembre.

Le ministère porte à la connaissance des nouveaux bacheliers souhaitant rejoindre les spécialités médicales suivantes: Médecine, Pharmacie

et Chirurgie dentaire, dans les facultés de médecine de Ouargla, Bechar et Laghouat, et remplissant des conditions d'admission, qu'une session spéciale pour la réorientation et les transferts sera ouverte du 8 au 10 septembre, via le lien :https://progres.mesrs.dz/webetu.

L'admission sera conditionnée par l'obtention, pour l'accès à la spécialité de médecine, d'une moyenne pondérée ou d'une moyenne générale au BAC égale ou supérieure à 16,52 en Sciences expérimentales,

17,00 en Mathématiques et 17,34 en Maths-Techniques.

L'accès à la spécialité de Pharmacie sera conditionné par l'obtention d'une moyenne de 15,94 en Sciences expérimentales, 16,41 en Mathématiques et 16,73 en Maths-Techniques. L'accès à la spécialité Chirurgie dentaire sera conditionné, quant à elle, par l'obtention d'une moyenne de 16,42 en Sciences expérimentales, 16,90 en Mathématiques et 17,24 en Maths-Techniques, ajoute le communiqué.

Partenariat public-privé Un texte d'encadrement « en cours de finalisation »

R.N.

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé jeudi à Alger la réunion technique d'ouverture de la mission du Fonds monétaire international (FMI) au titre de l'article IV, conduite par Chris Geiregat, Chef de mission pour l'Algérie, département Moyen-Orient et Asie centrale, indique un communiqué du ministère.

A cette occasion, M. Faïd a longuement évoqué les « chantiers de réformes structurelles finalisés cette année, visant à mettre l'économie sur un sentier de croissance résilient et durable ». Parmi ces chantiers, a indiqué le ministre, « la mise en œuvre du nouveau code de l'investissement dont les principales mesures visent à développer les secteurs d'activités prioritaires, assurer un développement territorial durable et équilibré, valoriser les ressources naturelles, favoriser le transfert technologique et développer l'innovation et l'économie de la connaissance ».

Autre texte évoqué, « la nouvelle loi monétaire et bancaire qui vise à renforcer les mécanismes de suivi et de contrôle, à travers la création de nouveaux comités notamment celui de la stabilité financière, lesquels seront chargés du contrôle macro-prudentiel et de la gestion des crises, la promulgation de la nouvelle loi sur la compatibilité publique et la mise en œuvre de la nouvelle loi organique des lois de finances, basées sur la modernisation des systèmes budgétaires visant l'accroissement de la performance de la gestion publique ». Par ailleurs, un texte portant encadrement et

développement du partenariat public-privé « est en cours de finalisation ».

Concernant les thématiques retenues pour être débattues entre les experts de la mission du FMI et les cadres de son département, le ministre a exprimé sa satisfaction, évoquant notamment la problématique du changement climatique et environnemental, en mettant l'accent sur le choix de la thématique sur la politique monétaire, sa transmission, ses instruments et celle de l'inclusion et de la diversification financière.

Le ministre a également mis l'accent sur l'amélioration des agrégats macro-économiques du pays qui s'est engagé dans une démarche de diversification de l'économie, notamment les exportations hors hydrocarbures. « En dépit du contexte mondial qui demeure très volatil et très réactif aux tensions économiques et géopolitiques, le gouvernement algérien, à travers sa politique économique engagée ces dernières années, a mis en place des mécanismes adéquats visant une diversification de l'économie, notamment les exportations hors hydrocarbures, afin d'engager l'Algérie sur la voie d'un développement économique résilient, inclusif et solidaire », a souligné le ministre, précise le communiqué.

DÉVELOPPER LES SECTEURS PORTEURS DE CROISSANCE

Selon le ministre, les leviers de la relance économique retenus par le gouvernement concernent « le développement des secteurs porteurs de croissance en encadrant le commerce extérieur, en stimulant les exportations

hors hydrocarbures et en rationalisant les importations sans nuire à la production nationale ».

Concernant les retombées de la pandémie du Covid-19 et ses conséquences sur l'économie nationale, le ministre a affirmé que le pays « poursuit la consolidation de ses équilibres internes et externes » par une série de mesures qui « comprennent notamment le soutien budgétaire aux entreprises et aux ménages vulnérables et le maintien des politiques monétaires accommodantes pour le maintien de l'activité économique ».

Il a relevé à ce titre que « ces mesures ont permis le redressement de l'économie nationale, perçu à travers l'amélioration des agrégats macro-économiques et des comptes de l'Etat qui s'est traduit en 2022 par une quasi-stabilité de la croissance économique qui est passée de +3,4% en 2021 à +3,2% en 2022, avec une prévision de croissance de +5,3% en 2023 », note le communiqué. Ce qui s'est traduit par « une hausse importante des exportations, l'amélioration des réserves de change et du solde du Trésor ».

Par ailleurs, lors de cette réunion, le Chef de mission pour l'Algérie du FMI a, de son côté, réitéré la disposition du Fonds à « poursuivre son accompagnement au processus de réformes engagé par notre pays qui vise à instaurer la stabilité sociale et économique et qui contribue à fournir le terrain nécessaire pour les investissements, à stimuler le rythme de la croissance et à consacrer la transparence et ce, à travers les actions d'assistance technique et de conseil », souligne encore le communiqué.

Prix du président de la République du Journaliste professionnel La 9e édition lancée

Le ministère de la Communication a annoncé, jeudi dans un communiqué, le lancement de la 9e édition du Prix du président de la République du Journaliste professionnel, alors que la date limite du dépôt des candidatures est fixée au 10 octobre 2023.

Selon la même source, les thèmes retenus pour cette édition qui sera organisée à l'occasion de la Journée nationale de la Presse, célébrée le 22 octobre de chaque année, sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'articulent autour des sujets suivants: « La nouvelle Algérie et la problématique de la sécurité alimentaire et hydrique », « La nouvelle Algérie: renforcement des capacités et de la créativité de la jeunesse » et « La sécurité énergétique et ses dimensions géopolitiques ».

Ce Prix vise à « encourager et promouvoir la production de la presse nationale sous toutes ses formes, à stimuler l'excellence, la créativité, le professionnalisme dans la presse nationale, et à instaurer la culture du mérite, en récompensant le meilleur travail journalistique en lien avec les sujets proposés, réalisé individuellement ou collectivement ».

Chanegriha en visite à la Base aérienne d'Oum El Bouaghi

Le Général d'Armée Saïd Chaneagriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a effectué, jeudi, une visite de travail et d'inspection à la Base aérienne d'Oum El Bouaghi (5e Région militaire), indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

« Après la cérémonie d'accueil donnée par le Général-Major Noureddine Hambli, Commandant de la 5ème Région militaire et le Général-Major Mahmoud Laraba, Commandant des Forces aériennes, le Général d'Armée a inspecté des formations relevant des Forces aé-

riennes qui lui ont rendu les honneurs », précise la même source.

Le Chef d'Etat-Major de l'ANP a, ensuite, « suivi un exposé présenté par le Commandant des Forces aériennes portant sur l'état d'avancement des programmes de développement tracés pour cette importante unité, qui s'inscrivent dans le cadre des efforts du Haut Commandement, visant la modernisation du corps de bataille de l'Armée nationale populaire ».

Il s'est, par la suite, « enquis des installations et des moyens aériens et techniques en dotation au niveau de cette

base, où il a reçu des explications exhaustives s'y rapportant », ajoute le communiqué. Le Général d'Armée a, à cette occasion, « exhorté l'ensemble des cadres et des personnels sur l'impératif de consentir davantage d'efforts, notamment dans le domaine de la sécurité aérienne et la préservation des équipements mis à disposition, et de mettre en œuvre les programmes de préparation au combat, avec toute la rigueur et la détermination requises, dans l'objectif de maintenir au plus haut niveau la disponibilité opérationnelle de cette base aérienne », conclut le communiqué.

Mouvement dans le corps des walis Des permutations, des démis et des promus

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a opéré, mercredi, un vaste mouvement dans le corps des walis et walis délégués, indique un communiqué de la Présidence de la République, dont voici le texte intégral: « Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a opéré, ce mercredi 21 safar 1445, correspondant au 6 septembre 2023, un vaste mouvement dans le corps des walis et walis délégués.

En premier lieu: Il a été mis fin aux fonctions de onze (11) walis et deux (02) walis délégués:

A- Les walis:

- 1- Moulati Atallah, en sa qualité de wali de Chlef.
- 2- Nefla Samir, en sa qualité de wali d'Oum El Bouaghi.
- 3- Deramchi Mohamed Amine, en sa qualité de wali de Sétif.
- 4- Berimi Djamel Eddine, en sa qualité de wali d'Annaba.
- 5- Aissa Boulahia, en sa qualité de wali de Mostaganem.
- 6- Rouabhi Omar, en sa qualité de wali de Mascara.
- 7- Yahiaten Yahia, en sa qualité de wali de Boumerdès.
- 8- Harfouche Benaarar, en sa qualité de wali d'El Tarf.
- 9- Mokhbi Mohamed, en sa qualité de wali de Tindouf.
- 10- Chennouf Saad, en sa qualité de wali de Béni Abbès.
- 11- Sbaâ Nacer, en sa qualité de wali de Tougourt.

B- Les walis délégués :

- 1- Bagriche Youcef, en sa qualité de wali délégué d'Hussein Dey.
- 2- Delfi Lyazid, en sa qualité de wali délégué de Dar El Beida.

En second lieu: mutation de dix (09) walis et de cinq (05) walis délégués :

A- Les walis :

- 1- Mermouri Amoumen, muté de la wilaya de Tlemcen à la wilaya de Saida.
- 2- Boudouh Ahmed, muté de la wilaya de Saida à la wilaya de Mostaganem.
- 3- Djellaoui Abdelkader, muté de la wilaya de M'sila à la wilaya d'Annaba.
- 4- Mohamedi Farid, muté de la wilaya d'El Bayadh à la wilaya de Mascara.
- 5- Nahila Laâredj, muté de la wilaya de Tisssmsilt à la wilaya d'El Meghaier.
- 6- Bechlaoui Youcef, muté de la wilaya de Timimoun à la wilaya de Tlemcen.
- 7- Athmane Abdelaziz, muté de la wilaya de Bordj Badji Mokhtar à la wilaya de Tougourt.
- 8- Ghmired Brahim, muté de la wilaya d'In Salah à la wilaya de Chlef.
- 9- Aissat Aissa, muté de la wilaya d'El Mghaier à la wilaya d'Oum El Bouaghi.

B- Les walis délégués:

- 1- Belahouène Nachida, mutée de Birtouta à Draria.
- 2- Bertima Abdelouahab, muté de Draria à Baraki.
- 3- Bouslane Merouane, muté de Rouiba à Birtouta.
- 4- Benchaoulia Mohamed Amine, muté de Baraki à Sidi M'hamed.
- 5- Zinai Abdelwahab, muté de Debdab à El Harrach.

En troisième lieu : nomination de douze (12) nouveaux walis et sept (07) nouveaux walis délégués:

A- Les walis :

- 1- Ouchane Brahim, wali de Blida.
- 2- Mustapha Limani, wali de Sétif.
- 3- Tiar Nedjmeddine, wali de M'Sila.
- 4- Belaribi Noureddine, wali d'El Bayadh.
- 5- Naama Fouzia, wali de Boumerdès.
- 6- Meziane Mohamed, wali d'El Taref.
- 7- Daho mustapha, wali de Tindouf.
- 8- Bouzaid Fethi, wali de Tissemsilt.
- 9- Souna Benamar, wali de Timimoun.
- 10- Dehimi Abderrahmane, wali de Bordj Badji Mokhtar.
- 11- Hashas Djamel Eddine, wali de Beni Abbès.
- 12 - Bendjima Abdelkader, wali d'In Salah.

B- Les walis délégués :

- 1- Nassib Nadja, wali délégué d'Hussein Dey.
- 2- Yahmi Djilali, wali délégué de Rouiba.
- 3- Benyoucef Ahmed, wali délégué de Bab El Oued.
- 4- Refsa Noureddine, wali délégué de Dar El Beida.
- 5- Bettoui Abdelkrim, wali délégué de Bouzaréah.
- 6- Rahmani Abderrahmane, wali délégué de Bir Mourad Rais.
- 7- Asmani Nasreddine, wali délégué de Debdab.

Ce mouvement a permis la promotion de quinze (15) cadres des corps des Secrétaires généraux de wilaya, des walis délégués, des chefs de Daira et des directeurs de wilaya aux fonctions de wali et wali délégués.

Sahara Occidental

De Mistura attendu mercredi à Alger

Le président de la République sahraouie, Secrétaire général du Front Polisario, sera reçu le 11 septembre prochain à New York par le Secrétaire général des Nations Unies, tandis que l'envoyé personnel pour le Sahara Occidental sera, lui, reçu le 13 septembre prochain à Alger.

Ghania Oukazi

L'on rappelle que Staffan de Mistura, l'envoyé personnel du Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, pour le Sahara Occidental effectuée depuis le lundi 4 septembre dernier une visite officielle dans les territoires sahraouis occupés avec pour première halte Laâyoune occupée où il est arrivé le lundi soir et où il a certainement observé la répression des forces militaires marocaines de manifestations pacifiques de sahraouies qui voulaient se rapprocher de lui pour exposer leurs problèmes et défendre leur combat pour l'indépendance de leurs territoires. De Mistura avait rencontré, d'ailleurs, le lendemain mardi, des organisations sahraouies «qui l'ont informé des violations des droits de l'homme commises par le Maroc, et lui ont affirmé leur attachement au droit à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance». Mercredi soir du 6 septembre dernier, de Mistura est allé à Dakhla-Oued Eddahab, l'autre ville occupée par le Maroc où il est resté jusqu'au lendemain, jeudi, le temps d'entamer des discussions avec des représentants sahraouis et à qui il a fait savoir que les Nations Unies cherchent à trouver «une solution politique juste et acceptable pour les parties en conflit». C'est la première fois que l'envoyé personnel du SG de l'ONU visite les territoires occupés sahraouis depuis sa nomination le 6 octobre 2021. Sa visite à Laâyoune et à Dakhla-Oued Eddahab «a brisé le blocus imposé sur le territoire par les forces d'occupation», avait déclaré un diplomate sahraoui à un média britannique. Un journal espagnol a pour sa part «mis en lumière la répression marocaine des manifestations pacifiques des civils sahraouis dans Laâyoune occupée, affirmant que le Maroc a doublé sa répression dans les territoires occupés, en concomitance avec la visite «surprise» de l'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le

Sahara occidental, la première depuis sa nomination il y a près de deux (2) ans ».

«LES AMÉRICAINS VEULENT UNE SOLUTION POLITIQUE DIGNE ET RAISONNABLE»

L'on rappelle que la visite de de Mistura intervient à peine 24 h après celle entreprise le dimanche 3 septembre dernier dans la région du sous-secrétaire d'Etat américain adjoint, Joshua Harris, assistant du Secrétaire d'Etat américain aux affaires étrangères, où il a été reçu à Alger par Lounes Magramane, le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. «Au cours de leurs entretiens, les deux parties ont passé en revue les moyens et les perspectives de soutien aux efforts des Nations Unies en faveur d'une solution politique à la question du Sahara Occidental qui garantisse le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination», avait indiqué un communiqué du MAECNE.

D'avis d'observateurs, on est loin de la décision «tranchée» de Donald Trump, alors président des Etats-Unis, de reconnaître «le plan d'autonomie marocain» et «l'ouverture d'un consulat américain à Dakhla». Considéré comme étant «spécialiste du dossier du Sahara Occidental», le responsable américain, s'il a entamé une visite dans la région à cet effet, «c'est qu'une nouvelle dynamique est créée». Il semble que «les Etats-Unis reviennent aux décisions de l'ONU relatives au règlement du conflit sahraoui par la tenue d'un référendum». Harris et de Mistura dans une même période en tournée dans la région signifie selon ces observateurs que «les Etats-Unis constatent qu'il y a de sérieux blocages pour que le peuple sahraoui n'accède pas à son indépendance». L'on nous rappelle que «le plan d'autonomie pour le Sahara Occidental proposé par le Maroc date de 2007, en 16 lon-

gues années, ses promoteurs n'ont pas réussi à en faire une base de discussions de quoi que ce soit ». C'est pour eux «un plan destiné à faire diversion, une sortie de route pour l'ONU pour éloigner le plus possible la tenue d'un référendum dans les territoires sahraouis occupés».

«UNE NOUVELLE DYNAMIQUE EST CRÉÉE»

Et bien que «Harris a parlé d'autodétermination aux Sahraouis et à l'Algérie, des responsables américains veulent eux d'une solution digne et raisonnable qui ne sera pas imposée aux deux parties mais s'imposera d'elle-même». Il est noté que «de Mistura a commencé sa tournée par une visite au Maroc, des discussions avec les responsables du Front Polisario, puis dans les territoires sahraouis occupés et la terminera par Alger et Nouakchott en Mauritanie, ce qui prouve que les Américains marquent une distanciation par rapport à la question». De Mistura sera ainsi reçu par les autorités officielles à Alger, le mercredi 13 septembre prochain avant de se diriger vers la Mauritanie où il marquera la fin de sa mission onusienne. Ce n'est certainement pas un hasard de calendrier si le Président sahraoui, Secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali sera lui à New York pour être reçu le lundi 11 septembre prochain par le SG de l'ONU. Tous ces déplacements de responsables américains dans la région et du Président sahraoui aux Nations Unies, dans une même période, sont jugés «très importantes». L'envoyé personnel du SG de l'ONU remettra le rapport de sa tournée dans la région en octobre prochain «où seront tenues des sessions du Conseil de sécurité pour discuter des développements de la question sahraouie et renouveler le mandat de la Mission de l'ONU pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental (MINURSO), qui s'achèvera le 31 octobre ».

Sétif

Six arrestations pour blanchiment d'argent

Les éléments de la brigade du service de police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Sétif ont mis fin aux agissements d'un groupe criminel composé de 6 individus, activant dans le blanchiment d'argent d'une valeur de 800 millions de dinars, selon un communiqué publié jeudi par ce corps constitué. Selon ce document, une opération menée par ces services a conduit à l'arrestation de 6 suspects âgés de 34 à 61 ans et à la saisie de 190 obligations au porteur d'une valeur financière de 800 millions de dinars, en plus d'un montant en espèces de plus d'un million de dinars, de 8 cachets humides commerciaux et d'un reçu d'obligations originales émises par une institution financière pour un montant de 100 millions de dinars.

Au cours de la même opération, 63 dossiers préparés en vue d'une falsification concernant des ventes fictives ont été saisis, ainsi que de fausses factures liées à des transactions commerciales fictives, récupérées au siège d'une société appartenant au principal suspect. Des ordinateurs, des téléphones portables et des clés USB utilisées pour la falsification ont également été saisis au domicile de l'un des suspects, selon le communiqué de la Sûreté de wilaya.

L'opération policière a été menée en coordination avec le parquet et l'autorité centrale pour le traitement de ce type d'affaires, liées à des transactions financières suspectes de deux person-

nes originaires de la wilaya de Sétif détenant des obligations au porteur au niveau de deux agences bancaires.

Enquête préliminaire a battu en brèche les justifications du principal suspect concernant le montant saisi, en démontrant après approfondissement des investigations, que la provenance de ladite somme était suspecte et provenait de pratiques commerciales fictives, donc frauduleuses, visant à dissimuler des transferts financiers illégaux. Les conclusions des enquêteurs ont été confortées par des fichiers saisis, relatifs à des transactions avec des clients grossistes, originaires de plusieurs wilayas, dont la plupart ont des antécédents en matière d'évasion fiscale, selon la même source.

La coordination avec les Directions des Impôts et du Commerce a également confirmé que toutes les transactions «illégaux et déloyales» visaient des pratiques commerciales frauduleuses, en particulier l'établissement de fausses factures.

A l'issue de l'enquête, des poursuites pénales ont été engagées contre les individus arrêtés qui ont été traduits devant la juridiction territorialement compétente pour, notamment, «blanchiment d'argent dans le cadre d'un groupe criminel organisé», «abus usurpatoire des facilités accordées à certaines activités professionnelles» et «faux et usage de faux dans l'établissement de documents commerciaux et bancaires», conclut le communiqué.

Saison estivale 14 décès par noyade en une semaine

Les services de la Protection civile ont enregistré 14 décès par noyade dont 10 au niveau des plages, et ce, durant la période allant du 1 au 7 septembre. Le chargé de Communication à la Direction générale de la Protection civile (DGPC), le Lieutenant Youcef Abdat, a indiqué dans une déclaration à l'APS, que les services de la Protection civile avaient enregistré, durant la période allant du 1 au 7 septembre, 14 décès par noyade, 10 au niveau des

plages et 4 dans des plans d'eau. Selon ce nouveau bilan, le nombre des personnes mortes par noyade depuis le premier juin dernier s'élève à 282 cas, dont 209 cas au niveau des plages et 73 cas au niveau des plans d'eau.

Le même responsable a ajouté que le nombre d'interventions de la Protection civile au niveau des plages depuis le début de la saison estivale s'élevait à 72.179 interventions durant lesquelles 47.513 personnes avaient été sauvées d'une mort certaine.

A partir de cette année Une base de données des difficultés chez les élèves

Le directeur de l'enseignement primaire au ministère de l'Education nationale, Mohamed Daifallah a fait état de l'élaboration «d'une base de données» révélant la nature «des difficultés» relevées chez les élèves ayant passé l'examen d'évaluation des acquis afin d'y remédier à compter de l'année scolaire en cours.

Dans un entretien à l'APS, M. Daifallah a précisé que le mécanisme de traitement pédagogique qui entrera en vigueur à partir de l'année scolaire 2023/2024 pour les élèves de première année du cycle d'enseignement moyen, s'appuie sur «une base de données» qui révèle de manière précise la nature des difficultés identifiées chez chaque élève dans chaque matière afin d'y remédier. Le traitement pédagogique dans le cycle de l'enseignement moyen se fait sur la base des résultats mentionnés dans les livrets d'évaluation des acquis des élèves de la cinquième année primaire à travers les recommandations «des réseaux analytiques des matières pour les élèves classés dans les deux appréciations «maîtrise partielle et maîtrise minimale» et ce par l'exploitation des ressources numériques disponibles dans la plateforme numérique du ministère, a expliqué l'intervenant. La base de données de chaque matière sera soumise au directeur du collège pour une lec-

ture à l'effet de combler les lacunes. Les résultats de cette catégorie d'élèves seront examinés par les conseils de classe qui se tiendront la première semaine de la rentrée des enseignants avant de mettre en place une approche permettant de remédier aux difficultés durant l'année scolaire. Pour ce faire, chaque enseignant sera doté de la base de données de sa classe, ciblant les élèves ayant les mêmes difficultés liées à certains acquis fondamentaux de la matière. Des groupes composés des élèves concernés par le traitement pédagogique seront formés avant d'entamer l'opération selon un protocole pédagogique. A titre d'exemple, sept (7) critères ont été définis pour améliorer «la capacité de lecture», explique le même responsable. Il s'agit pour l'élève de lire des unités linguistiques complètes de manière continue, et que cette lecture continue soit liée au sens et à la signification des mots et des phrases. Le même intervenant a souligné que le traitement pédagogique exige une «coordination étroite» entre les différents intervenants du processus eu égard à son importance capitale pour améliorer le niveau des élèves et surmonter les difficultés d'apprentissage, insistant sur la nécessité d'«assurer les conditions favorables à sa réussite, d'autant que tous les acteurs suivent une formation dans ce domaine».

Lutte antiacridienne

Des mesures pour protéger les pôles agricoles

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé, jeudi dans un communiqué, la prise de plusieurs mesures anticipatives et préventives aux niveaux local et régional afin de protéger les pôles agricoles des régions du Sud contre les risques d'invasion acridienne en automne prochain.

L'Algérie a connu, à la fin du mois de mai et tout au long du mois de juin, l'arrivée d'essaims de criquets migrants par ses frontières Sud-Ouest via Tindouf, qui avançaient vers des endroits propices à la reproduction estivale, à savoir le Niger, le Mali, la Mauritanie et le Tchad, a précisé le communiqué. Dans un premier temps, les services spécialisés du ministère de l'Agriculture, représentés par l'Institut national de la protection des végétaux (INPV), avaient pris toutes les mesures préventives nécessaires en vue de protéger les pôles agricoles des régions du Sud, notamment à travers le traitement de plus de 2.500 hectares infestés par les criquets à Tindouf, Béchar, Beni Abbès et Adrar, selon

la même source. Le ministre a affirmé dans son communiqué avoir pris plusieurs mesures anticipatives aux niveaux local et régional en vue d'éviter tout risque d'invasion acridienne durant l'automne 2023. Pour ce qui est des mesures initiées au niveau régional, l'Algérie a contribué, dans le cadre du plan d'action mis en place, à l'exploration terrestre et aérienne menée par deux experts, en ayant recours à des drones sur les lieux de reproduction estivale en Mauritanie, et ce depuis le 12 juillet dernier. Cette mesure a été prise après l'organisation d'un atelier à Oran et à Alger du 5 au 9 juin 2023 par la Commission de lutte contre le criquet pèlerin, que préside actuellement l'Algérie, selon le communiqué. Au niveau local, un plan d'urgence proactif a été mis en place pour assurer notamment les volets de la formation, de l'exploration et de la lutte, à travers l'organisation, fin juillet, de plusieurs sessions de formation sur les techniques d'exploration et de lutte contre le risque acridien au profit de 62 cadres

des structures régionales de l'INPV et des services agricoles d'Adrar, Timimoun, Bechar, Beni Abbès, Tindouf, Naâma, Tamanrasset, In Guez-zam, Illizi et Djanet. Dotées de tous les moyens de lutte et des pesticides nécessaires, cinq équipes d'exploration seront dépêchées sur les lieux en deux étapes, dans le cadre du plan pratique d'exploration et de surveillance. La première étape se déroulera à la mi-septembre dans les régions de reproduction estivale, au niveau des zones frontalières de l'extrême sud de l'Algérie, avant d'appuyer ces équipes par d'autres spécialisées en exploration terrestre et aérienne à la mi-octobre de la même année. Par ailleurs, le ministère a fait état de plusieurs moyens technologiques modernes utilisés désormais dans le système d'exploration, tels que les images satellites, en collaboration avec l'Agence spatiale algérienne (ASAL), pour s'enquérir du couvert végétal, en sus de plusieurs sites de prévisions météorologiques utilisés par l'INPV pour orienter les équipes d'exploration.

La recherche et l'innovation au cœur du développement économique et social global : de la vision à l'action

Appel au président de la République

«La vision sans action n'est qu'un rêve. L'action sans vision ne fait que passer le temps. La vision conjuguée à l'action peut changer le monde.» JOEL A. BARKER

Par Mohand Tahar Belaroussi*
1^{re} Partie

Dans le monde contemporain, la recherche et l'innovation constituent aujourd'hui la pierre angulaire de la croissance économique et de la prospérité du fait qu'elles représentent les facteurs clés de la compétitivité, la croissance et l'emploi. Dès lors, les politiques de la recherche, et plus largement le triangle de la connaissance «recherche, enseignement supérieur, innovation» revêtent une importance déterminante pour le développement économique et social global.

Dans ce contexte, les plus hautes autorités politiques, et à leur tête le président de la République dont je ne doute de sa bonne foi, ambitionnent de bâtir une économie diversifiée, plus productive et moins dépendante des hydrocarbures, fondée sur la connaissance. Cependant, l'édification d'une économie compétitive et dynamique, basée sur la connaissance, capable d'une croissance économique durable, l'Algérie doit renforcer son aptitude à produire des connaissances par la recherche (avec ce qu'elle implique le cas échéant, de démonstration de faisabilité économique), à les diffuser par l'enseignement et à les appliquer grâce à l'innovation (et son instrument privilégié le transfert de technologies) qui permet de créer des entreprises rentables, notamment dans le secteur privé. L'innovation technologique, à titre de rappel, consiste à partir du concept d'une technologie nouvelle, considérée comme étant un résultat d'une activité de recherche, pour créer un produit ou un procédé qui fonctionne et l'entrepreneuriat technique consiste à créer une entreprise rentable fondée sur l'exploitation commerciale d'une innovation technologique. C'est donc là un sujet fondamental qui constituerait, dans le volet de la diversification de notre économie, une des alternatives stratégiques de développement économique hors hydrocarbures.

C'est sur cette toile de fond que s'inscrit la présente contribution qui se veut une réponse aux attentes de la société, lesquelles sont énoncées ci-après dans les grandes orientations de politique économique des plus hautes autorités politiques du pays et celles les plus récentes de la politique de l'investissement, notamment en : - affirmant une volonté politique pour s'appuyer sur la recherche scientifique, l'innovation technologique et l'économie de la connaissance, comme facteurs-clés d'impulsion du processus de développement économique et social ; - s'attendant à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un modèle économique productif moins dépendant des exportations d'hydrocarbures, et qui favorise l'exploitation des ressources locales ; - mobilisant les compétences nationales en Algérie et celles établies à l'étranger ; - développant les secteurs d'activités prioritaires à forte valeur ajoutée ; - favorisant le transfert technologique et développant l'innovation et l'économie de la connaissance ; - généralisant l'utilisation des technologies nouvelles ; - dynamisant la création d'emplois pérennes et de promouvoir la compétence des ressources humaines ;

- renforçant et améliorant la compétitivité de l'économie nationale et sa capacité d'exportation.

Ces orientations de politique économique sont dignes d'éloge. Néanmoins, ce qui fait défaut, c'est un véritable changement d'attitude de la part de tous les milieux intéressés à la recherche et l'innovation dans notre pays, y compris les acteurs, les chercheurs et enseignants-chercheurs eux-mêmes, enfermés dans un mutisme presque total qui compromet notre avenir et celui des générations futures. Plus particulièrement encore, dans ce secteur, nous considérons que nos décideurs doivent également faire montre d'une volonté politique manifeste s'agissant de la définition de mesures concrètes et efficaces qui leur permettent de s'attaquer aux causes profondes du dysfonctionnement de notre Système National de Recherche (SNR), bien connues et souvent citées, pour imaginer ensuite des solutions à la mesure des défis spécifiques dans le cadre de cette action, notamment la nécessité de traduire les dites orientations en stratégies et objectifs opérationnels, accompagnés des ressources pertinentes et de résultats clairement définis, autrement dit un Plan stratégique national multisectoriel et opérationnel. Par SNR, nous faisons référence ici au modèle de triangle déjà présenté illustrant l'interaction entre les trois secteurs clés, à savoir l'Etat, l'Université et l'industrie, caractérisé par des défis très importants en matière de coordination et d'élaboration d'une politique commune de recherche susceptible de conduire à l'élaboration d'une véritable stratégie commune, intégrée et adaptée aux contextes national et international en matière de Recherche-Développement (R&D)¹.

Présentement, comme nous l'avons déjà signalé, notre SNR au niveau politique souffre véritablement de la multiplicité des cas de chevauchements entre les missions des départements ministériels et des institutions, de la confusion et de l'incohérence des politiques suivies dans le chapitre de l'économie de la connaissance aux conséquences néfastes : mal gouvernance, incompetence, corruption, gaspillage de ressources, obstacles au véritable développement économique, social et politique². Cette situation est imputable avant tout à une vision incomplète et fragmentaire, pour ne pas dire à l'Etat. C'est donc une nouvelle vision commune de l'avenir de notre pays qu'il convient de développer.

LA NÉCESSITÉ DE DÉVELOPPEMENT D'UNE VISION STRATÉGIQUE

Dans cette perspective, il est primordial de développer une vision ambitieuse et globale qui constitue une étape cruciale dans l'élaboration d'un Plan stratégique national multisectoriel ou d'une stratégie nationale de développement global pour reprendre l'expression utilisée à l'article 9 de la Loi 15-21 du 30 décembre 2015 portant loi d'orientation sur la recherche scientifique et le développement technologique qui, hélas, n'existe pas. Développer une vision stratégique et intégrée exige cependant une connaissance approfondie des facteurs de la croissance et de la transformation actuels et pas-

sés et les tendances de l'évolution de la R&D au niveau mondial.

Dans cette perspective, comme première étape de ce processus, nous avons proposé une nouvelle approche de l'élaboration d'une vision stratégique. Celle-ci vise à développer, dans des secteurs d'activités porteurs, une masse critique et un niveau d'excellence permettant de générer une dynamique de croissance nouvelle et un positionnement sur le plan international. Cette vision se fonde sur une compréhension claire et approfondie du contexte international actuel et passé dans lequel évolue le secteur R&D en matière d'innovations technologiques, notamment celui de l'économie fondée sur la connaissance et les opportunités qu'elle offre en termes de développement d'activités à très forte valeur ajoutée (A titre d'exemple, dans le secteur de la micro-nanoélectronique, les coûts de développement de puces en technologies de 65 nm et 7 nm sont respectivement 50 millions de USD et 300 millions de USD). En effet, si l'on examine ce qui se dissimule derrière les changements de plus en plus rapide intervenus dans les produits, les services, les biens d'équipement, les procédés de production et les profonds changements intervenus dans les secteurs des télécommunications, des médias et des technologies de l'information, etc., nous voyons que les technologies dites de pointe ou universelles selon l'OCDE en l'occurrence les matériaux nouveaux, la micro-nanoélectronique et la biotechnologie, sans parler de l'énergie qui constitue un atout majeur pour notre pays, sont, comme nous l'avons illustré ailleurs, à la base de ces mutations et les innovations technologiques et constituent de véritables leviers sur lesquels s'appuie la croissance économique mondiale et sur lesquels reposent toutes les technologies actuelles et à venir³.

Cependant, en Algérie, nos ministres, ceux concernés au premier plan par le chapitre de l'économie de la connaissance, sont plus enclins à effectuer des sorties de terrains, à titre individuel ou conjointement, à organiser des événements ou à être à l'écoute des entreprises déficitaires, notamment du secteur public. Tout ce qu'ils savent faire, c'est organiser des spectacles et faire des promesses qui se limitent aux effets d'annonce avec du réchauffé, plutôt qu'à élaborer une véritable politique commune et d'une stratégie nationale de promotion et de développement en la matière conformément aux missions et pouvoirs qui leur sont conférés. Pour preuve de ces improvisations, la tergiversation depuis plus d'une année et demie autour d'un projet de loi-cadre sur l'économie de la connaissance, sans aboutissement. Mais pour qu'une telle politique soit crédible, cela suppose qu'elle soit fondée sur un état des lieux précis, sur une méthodologie de conception de stratégies et sur la base des consultations nationales avec des personnalités scientifiques et industrielles nationales et expatriées qui ont des connaissances du niveau le plus élevé et qui sont des autorités reconnues sur le plan international



dans le domaine spécialisé concerné. Ce n'est que par l'existence d'une telle politique que les sorties de terrain pour les ministres auraient un sens de par leurs fonctions et responsabilités de suivi et d'évaluation des réalisations des programmes et des projets y afférents^{4,5}.

Sur ce chapitre, les plus hautes autorités de l'Etat veulent faire du développement des start-ups un levier majeur de développement de l'économie numérique et un instrument de diffusion de la culture de l'entrepreneuriat et d'innovation en créant un nouveau ministère dédié à l'économie de la connaissance, lequel a accordé un ensemble de mesures telles que l'exonération de TAP, d'IRG et d'IBS, la création d'un Fonds algérien pour l'innovation, la création d'incubateurs et d'accélérateurs de start-up, label start-up, etc. Cet ensemble de mesures est cependant conforme aux principes généraux visant la promotion des start-ups, mais ne suffisent pas pour satisfaire les besoins des jeunes porteurs de projets en matière de formation, de qualification, de plateformes scientifiques, techniques et technologiques, d'entreprises performantes et d'un environnement économique favorable dans lequel ils peuvent s'épanouir et dans lequel ils sont appelés à innover, autrement dit, un «écosystème national de l'innovation» qui, malheureusement, n'existe pas à l'heure actuelle.

Il est illusoire, voire même trompeur, de faire croire quel attribution

du label «Start-up» à un millier d'entreprises qui existaient déjà auparavant, pourrait éclipser la nécessité préalable de la mise en place de cet écosystème. Ce n'est là qu'une fuite en avant aux conséquences désastreuses. Il en est de même que la création de quelques écoles en High-Tech (Intelligence artificielle, nanotechnologies, robotique et drones, ...), au sein du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ne remplacent pas l'élaboration d'une véritable stratégie de R&D qui représente l'ossature du SNR. Là également, il s'agit d'une autre fuite en avant.

Ce sont là des conditions qui devraient avoir une incidence certaine et positive sur le classement de l'Algérie, qui en matière d'innovation, faut-il le signaler, occupe la 115^e place sur les 132 économies classées, comme rapporté dans l'édition 2022 de l'indice mondial de l'innovation, loin derrière des pays considérés comme des pays les moins développés. Le classement des pays selon l'indice de la capacité d'innovation est basé sur sept piliers suivants : Produits de la créativité, Infrastructure, Perfectionnement des entreprises, Capital humain et recherche, Production de connaissances et de technologies, Perfectionnement des marchés, Institutions⁶. **A suivre**

* Docteur en microélectronique, Directeur de recherche à la retraite Ex-directeur de la DPREP/DGRSDT/MESRS

Références :

1. Formation-Recherche-Démonstration-Production : Des articulations difficiles, mais absolument nécessaires, Le Quotidien d'Oran, 26 juin 2022
2. L'économie de la connaissance en Algérie entre savoir et illusion, Le Quotidien d'Oran, 16-18 mars 2023
3. Quels sont les leviers potentiels pour le développement économique et social ? Le Quotidien d'Oran 03-04 janvier 2022
4. Méga-centrale technologique au ministère de l'Enseignement supérieur : entre l'annonce et la réalité, Le Quotidien d'Oran, 7 mai 2015
5. Les annonces de notre ministre de l'Enseignement supérieur : innovations ou trompe-l'œil ? Le Quotidien d'Oran, 04 mai 2023
6. wipo-pub-2000-2022-en-main-report-global-innovation-index-2022-15th-edition.pdf

ANNABA

Une campagne pour réparer les fuites sur les réseaux d'AEP

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a donné, jeudi après-midi à Annaba, le coup d'envoi officiel d'une campagne de réparation des fuites affectant le réseau d'alimentation en eau potable (AEP). Lors de sa supervision du lancement de cette « campagne solidaire » pour la réhabilitation du réseau d'AEP, qui met à contribution 20 unités de wilayas de l'Algérienne des eaux (ADE), le ministre a indiqué que cette opération s'inscrit dans le cadre de la volonté de maîtriser la distribution de l'eau potable et d'attaquer de front les déséquilibres, tout en préservant cette « ressource vitale sensible ».

Dans ce contexte, le ministre, rappelant « l'impératif de promouvoir et d'améliorer le service public de l'eau », a souligné « la nécessité de traduire les objectifs de cette campagne sur le terrain », et insisté sur le fait que les résultats attendus « doivent être en adéquation avec les importants moyens mis en place ».

M. Derbal, rappelant que cette campagne de réhabilitation du réseau donnera lieu, en plus de la réparation de plus de 200 points de fuites, à la lutte contre les raccordements illicites et à l'installation de compteurs, a appelé les responsables concernés à exercer un « suivi rigoureux et périodique » de cette action.

Au cours de cette visite, le ministre s'est également enquis de l'état d'avancement d'une opération de réhabilitation et de développement des réseaux d'AEP au quartier Gasiot, à Annaba, où il a écouté un exposé détaillé sur le projet de réhabilitation de plus de 190.000 mètres linéaires de conduites à travers les différentes communes de la wilaya, moyennant une enveloppe financière de plus de 2,2 milliards de dinars.

M. Derbal a également inspecté le projet du barrage écreteur de Boudhid destiné à protéger la ville d'Annaba des inondations. Il a fait part, in situ, de la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation en optant pour le système du travail continu en 3 x 8. « Tous ces projets qui ont nécessité des investissements publics importants doivent être réalisés dans les délais impartis et dans les normes de qualité requises », a insisté M. Derbal.

Dans la zone de Sidi Achour, à Annaba, le ministre a supervisé la mise en service de quatre réservoirs d'eau d'une capacité de 2.500 mètres cubes chacun, dédiés à l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable, avant d'inspecter, au quartier Seybouse, sur un site prévu pour l'agrandissement du port d'Annaba, des travaux de nettoyage d'une zone où se déversent les eaux de pluie et des rejets d'eaux usées.

BATNA

35 quintaux d'aliments de bétail et de volailles saisis

Les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Boulhilet (Batna) ont saisi une marchandise dépourvue de documents réglementaires, constituée de 35 quintaux d'aliments de bétail et de volailles, indique un communiqué du groupement territorial de ce corps constitué. Ce document précise que l'opération a eu lieu au niveau d'un point de contrôle routier sur la route nationale (RN) n° 26 reliant les communes de Fesdis (Batna) et d'Ain Kercha (Oum El Bouaghi).

Les gendarmes ont découvert, à bord d'un camion venant de Boumia (Batna) et se dirigeant vers la wilaya de Tébessa, 70 sacs contenant des aliments de bétail et de vo-

lailles, d'un poids total de 35 quintaux, a précisé la même source, ajoutant que le conducteur du camion ne détenait aucun document officiel l'autorisant à exercer cette activité, à l'exception d'une facture non conforme à la réglementation en vigueur. Après avoir conduit le chauffeur au siège de la brigade, les éléments de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour "exercice d'une activité commerciale sans inscription au registre de commerce", "défaut de carte d'immatriculation fiscale" et "présentation d'une facture non conforme", a-t-on également indiqué, soulignant que la marchandise a été saisie et remise à la Direction des Domaines.

La terre a tremblé

Une secousse tellurique de magnitude 3,8 sur l'échelle ouverte de Richter, a été enregistrée jeudi à 20h14 dans la wilaya de Batna, indique un communiqué du Centre de Recherche en Astronomie,

Astrophysique et Géophysique (CRAAG).

L'épicentre de la secousse a été localisé à 6 Km au Nord de Ain Yagout (Wilaya de Batna), précise la même source.

AIN M'LILA

Un mort et 4 blessés dans un accident de la route

Une personne est morte et quatre autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu jeudi au centre ville d'Ain M'lila (Oum El Bouaghi) a-t-on appris auprès de la direction locale de la protection civile.

La même source a expliqué que cet accident s'est produit suite à une collision entre un bus et une voiture touristique roulant sur la route nationale n° (03), entraînant la mort d'un jeune homme âgé de 23 ans et causant des blessures à quatre autres person-

nes âgées entre 7 et 37 ans.

Les agents de la protection civile relevant de l'unité secondaire de la protection civile d'Ain M'lila sont intervenus pour évacuer le corps de la victime vers la morgue de l'hôpital de la ville où les blessés ont été également transférés pour recevoir les soins nécessaires, a-t-on ajouté.

Une enquête a été ouverte par les services de sécurité compétents pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

ALGER

5 individus arrêtés pour possession de drogues

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont arrêté 5 individus dont une femme, et saisi 3.213 capsules de psychotropes, une quantité de drogue (cannabis), ainsi que des armes blanches prohibées, a indiqué jeudi un communiqué de ces services. La brigade de la police judiciaire relevant de la Sûreté de la circonscription administrative de Bab El Oued a arrêté "5 individus dont une femme, tous repris de justice, mis en cause dans une affaire de possession de drogue et de psychotropes à des fins de trafic, et de distribution dans le cadre d'un groupe criminel organisé", et de "possession d'armes

blanches prohibées sans justification légale", note la même source. L'affaire a été menée suite à des informations faisant état d'activités suspectes en matière de trafic illicite de drogues (cannabis) et de divers types de substances psychotropes dans un quartier de Bab El Oued, précise le communiqué, selon lequel une personne détenait une quantité de poisons et d'armes blanches prohibées au niveau de son domicile. Dans le cadre des investigations, les éléments de la Sûreté ont réussi à "identifier puis arrêter le principal accusé, avant les 5 autres membres du réseau, dont une femme, lesquels s'adon-

naient également au stockage de substances psychotropes moyennant des sommes d'argent".

Menée sous la supervision du procureur territorialement régional, l'affaire s'est soldée, après perquisition au domicile des suspects, par la saisie de "3.213 capsules psychotropes, 63,8 grammes de cannabis, 667.500 DA en liquide, 10 armes blanches prohibées et 03 signaux de détresse", selon la même source. A l'issue de l'enquête, un dossier de procédure pénale a été finalisé à l'encontre des mis en cause qui ont été déférés devant le parquet territorialement compétent, selon le même communiqué.

4.600 comprimés psychotropes saisis

Les éléments de la Brigade territoriale de la Gendarmerie nationale d'Ain Benian (Alger), ont arrêté 6 individus et saisi plus de 4.600 comprimés psychotropes, a indiqué jeudi un communiqué des services de la Gendarmerie nationale. Selon la même source, la brigade territoriale d'Ain Benian ont arrêté un groupe de malfaiteurs de 6 individus qui s'adonnaient au trafic de comprimés psychotropes au niveau d'Ain Benian.

Cette opération intervient sui-

te à une information parvenue à la brigade, faisant état d'un trafic de stupéfiants dans des quartiers de la commune d'Ain Benian.

Un plan bien ficelé mis en place par les mêmes services a permis l'arrestation des deux principaux suspects à bord d'un véhicule transportant une quantité de comprimés psychotropes, détaille le communiqué.

Les investigations ont permis, en outre, l'identification des autres membres du réseau qui ont été, par la suite, transférés au

siège de la brigade pour enquête, ajoute la même source.

L'opération s'est soldée par "l'arrestation de 6 individus, repris de justice âgés entre 24 et 35 ans avec la saisie de plus de 4.600 comprimés psychotropes, 6 téléphones mobiles et un montant de 60.000 da issus du trafic de stupéfiants".

Les mis en cause seront déférés devant les juridictions compétentes, une fois les procédures légales finalisées, conclut la même source.

AIN DEFLA

74 projets innovants à l'Université Djilali-Bounaama

Au total, 74 projets innovants formulés dans des mémoires de fin d'études dans le cadre des mécanismes "un diplôme, un brevet" ou "un diplôme une start-up", ont été enregistrés par l'Université Djilali-Bounaama de Khemis Miliana (Ain Defla) durant l'année universitaire 2022/2023, a-t-on appris, jeudi, auprès de cette institution d'enseignement supérieur.

"En application de l'arrêté ministériel N° 1275 du 27 septembre 2022 portant sur le mécanisme +un diplôme...une start-up+ ou +un diplôme...un bre-

vet+, l'Université Djilali-Bounaama" de Khemis Miliana a enregistré 74 projets de mémoires de fin d'études durant l'année universitaire 2022/2023", a indiqué à l'APS son recteur, le Pr. Mohamed El Cheik Berrabah. Il a fait savoir qu'une trentaine des projets en question ont été déjà soutenus, tandis que les soutenances des autres projets sont prévues durant le mois en cours, assurant que les idées innovantes développées dans ces mémoires de fin d'études portent sur plusieurs domaines, dont l'agriculture et la biologie, entre

autres. Plusieurs sessions de formation ont été organisées à l'Université de Khemis Miliana durant l'année universitaire 2022/2023 au profit des étudiants, portant sur les différentes étapes et les procédures à suivre pour la création d'une start-up, a souligné M. Berrabah. Il a ajouté que l'Université de Khemis Miliana va accueillir au cours de cette année un Salon national des produits des start-up, auquel prendront part plusieurs universités du pays outre "des porteurs de projets issus de notre université", a-t-il noté.

BOUIRA

Un mort et quatre blessés dans une collision

Une personne est décédée et quatre autres ont été blessées dans une collision survenue jeudi sur l'autoroute Est-Ouest à Lakhdaria (Ouest de Bouira), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

L'accident s'est produit tôt le matin sur la voie autoroutière

menant vers Constantine, à hauteur de Lakhdaria, suite à une collision entre trois véhicules légers, a-t-on précisé. "Un quadragénaire est mort sur le coup et quatre autres personnes ont été blessées" dans l'accident, ont précisé les services de la Protection civile. Le corps de la victime dé-

cédée a été transporté à la morgue de l'hôpital de la ville de Lakhdaria, où sont évacués les blessés pour recevoir les soins nécessaires, selon la même source. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de cet accident.

DJELFA

11 établissements éducatifs raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz

Onze (11) nouveaux établissements éducatifs, tous cycles confondus, ont été raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz à Djelfa, en prévision de la prochaine rentrée scolaire, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya.

"Une enveloppe globale de plus de 4,1 millions de DA a été allouée à ces projets de raccordement, réalisés dans des délais records", a indiqué à l'APS le responsable de la direction, Abdelhakim Loudafel.

Cette dotation a été notamment destinée à la réalisation de

près de deux (2) km de réseaux de basse et moyenne tension, et de deux transformateurs électriques au profit de quatre nouveaux établissements, a-t-il ajouté. Toujours en perspective de la prochaine rentrée sociale, le même responsable a fait part du raccordement de sept (7) établissements éducatifs au réseau de gaz, au niveau des communes de Dar Chioukh, Sidi Bayzid, Medjbara, Oum Laâdham, Ain Oues-

sara, Messaâd et Faïdh El Batma. Outre ces efforts d'accompagnement du secteur éducatif pour la réussite de la prochaine rentrée scolaire, M. Loudafel a souligné la concrétisation par sa direction d'importants programmes au profit des secteurs de la santé, de l'industrie, des ressources en eau et de l'agriculture, "dans le cadre de l'accompagnement de la dynamique de développement national".

Horaires des prières pour Constantine et ses environs				
23 safar 1445				
El Fedjr 04h45	Dohr 12h32	Assar 16h07	Maghreb 18h55	Icha 20h15



Horaires des prières pour Alger et ses environs				
23 safar 1445				
El Fedjr 04h57	Dohr 12h46	Assar 16h21	Maghreb 19h09	Icha 20h29



Agence foncière Vers la régularisation foncière de 769 lots à Mers El Hadjadj

J. Boukraa

La régularisation foncière qui est l'un des chevaux de bataille des pouvoirs publics et des autorités locales semble prendre une nouvelle approche dans la commune de Mers El Hadjadj.

Dans cette optique, l'Agence de la gestion et de la régularisation foncière de la wilaya d'Oran est sur le point d'achever avec succès l'opération de régularisation de 769 parcelles dans cette commune, dans le cadre des programmes suivants, 11 parcelles à Douar Al Madabra, 144 parcelles à Douar Al Madabra 2, 109 parcelles dans la région de Douar El Blini, 59 parcelles à de Douar El Graba, 124 parcelles à Douar El Jfalfa, 69 parcelles à Douar El Chouacha, 335 parcelles à El Hassasna et

18 parcelles dans la région d'El Mac-taa. En réponse aux doléances des habitants qui ne cessent de réclamer leurs actes de propriété, la commune a lancé une série de mesures pour la régularisation foncière des lotissements. Dans ce cadre, l'agence invite les bénéficiaires à se rapprocher des services commerciaux de l'Agence immobilière afin de finaliser les procédures de régularisation dans les plus brefs délais.

Cette opération de régularisation vise à légaliser les propriétés et à garantir la conformité légale des parcelles, contribuant ainsi à l'ordre et à l'urbanisation de la région de Mers El Hadjadj. D'importants efforts ont été menés par les autorités dans le cadre de la régularisation, mais elle est toujours confrontée au problème des acquéreurs de

deuxième main, notamment au niveau des communes touchées par l'exode. Dans certains cas, il y a un vide juridique et il est impossible de délivrer des actes de propriété.

Des centaines de constructions ont été érigées en l'absence d'actes de propriété, nécessaires pour l'établissement des permis de construire, causant l'anarchie. Les cas des citoyens qui ne disposent pas de documents justifiant la propriété de leurs habitations, devront être étudiés par les services concernés avant de délivrer les actes de propriété. Toutefois les chiffres de l'Agence de gestion et de régularisation du foncier urbain de la wilaya d'Oran sont « positifs ». Des facilitations ont été accordées aux citoyens, notamment en ce qui concerne le paiement des redevances.

Education Le secteur renforcé par 13 nouveaux établissements scolaires

Le secteur de l'éducation dans la wilaya d'Oran sera renforcé par 13 nouveaux établissements scolaires dans les trois paliers de l'éducation, au titre de la rentrée scolaire 2023/2024, a indiqué mercredi le wali d'Oran, Saïd Sayoud. En marge d'une visite d'inspection aux projets de réhabilitation de 17 établissements scolaires dans les trois paliers de l'éducation dans les communes de Sidi Benyeбка et Arzew, endommagés par le séisme qui a frappé la partie-est de la wilaya le 26 juin 2022, le wali a fait savoir que le secteur s'est doté, au titre de la rentrée scolaire prochaine, de 11 écoles primaires, d'un CEM et de deux lycées, en plus de 68 classes d'extension dans différentes communes de la wilaya.

D'autre part, M. Sayoud, a annoncé que 13 écoles primaires seront dotées de tablettes électroniques, dans le cadre du projet de l'école numérique du ministère de l'Education nationale.

Le secteur est également renforcé par 11 cantines scolaires dans le palier primaire, qui s'ajoutent à 54 autres dont ont bénéficié différentes communes l'an passé, selon le même responsable, qui a souligné que le nombre des repas chauds à servir aux élèves passera de 98.000 l'année dernière à 208.000 cette année. Au sujet du transport scolaire, le wali d'Oran a affirmé qu'il n'y



pas de problème dans ce domaine, notamment après l'autorisation de recrutement de chauffeurs accordée par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.

Le même responsable a indiqué que les travaux de réhabilitation de 15 écoles primaires dans la ville d'Arzew et d'un CEM et un lycée à Sidi Benyeбка, endommagés par le séisme de 2022, sont achevés, assurant que ces établissements seront prêts

pour la rentrée scolaire le 19 septembre. Le chef de l'exécutif de wilaya a, par ailleurs, inspecté le projet de réalisation d'un lycée de 1.000 places à El Mohgoun et les travaux de construction de deux classes d'extension au niveau de l'école primaire «Abbane Ramdane» dans la même ville et d'une école de 12 classes au niveau de la cité «2.000 logements» à Belgaid (commune de Bir El Djir), programmée pour la prochaine rentrée scolaire.

En réponse aux doléances des parents et des exposants La foire des fournitures scolaires prolongée au 27 septembre

En réponse aux doléances des parents et des exposants, le Salon des fournitures scolaires, qui se tient au Palais des expositions à Medina Jedida depuis le 20 août, a été prolongé jusqu'au 27 septembre 2023, a-t-on appris de l'Entreprise des manifestations économiques EMEC. Une telle prolongation permettra aux familles de disposer du temps nécessaire pour s'approvisionner en fournitures scolaires après avoir reçu les listes officielles des enseignants. Cet espace offre une opportunité pour les

parents en proposant des prix compétitifs sur les articles scolaires. Cependant, la date de clôture du salon, initialement prévue pour le 20 septembre, soit un jour seulement après la rentrée des classes, avait suscité des inquiétudes parmi les parents et les vendeurs.

Ces derniers avaient revendiqué la prolongation du salon. Selon eux, le principal défi réside dans le fait que la plupart des élèves ne reçoivent leurs listes de fournitures qu'après la rentrée scolaire. Les enseignants de-

mandent généralement des articles spécifiques en fonction des besoins de leurs matières. Cette situation est particulièrement préoccupante pour les élèves du cycle moyen et secondaire, qui ont plusieurs enseignants et doivent attendre de connaître tous leurs professeurs pour acheter les articles adéquats.

Cette démarche nécessite au moins une semaine pour permettre aux élèves de rencontrer l'ensemble de leurs enseignants, contrairement aux élèves du primaire, qui ont généralement trois enseignants pour les matières de base, simplifiant ainsi leurs achats. La plupart des parents se limitent à l'achat de quelques articles de base tels que des stylos, des couvertures de livres, des crayons de couleur, entre autres. Les cahiers, en particulier, attendent la disponibilité des listes spécifiques fournies par les enseignants.

J. Boukraa

Rond-point El Bahia et Es-Sénia Près de 500 kg de viandes blanches impropres saisis

K. Assia

Près de 500 kg de viandes blanches impropres à la consommation ont été saisis dans deux opérations distinctes effectuées par les services de la sûreté d'Oran.

La première saisie a été faite par les éléments de la brigade de secours et d'intervention relevant du service de la sécurité routière et ce lors d'un contrôle effectué la nuit à hauteur du rond-point El Bahia. Les policiers ont intercepté un véhicule et lors de la fouille ils ont découvert 309 kg

de viande de dinde impropre à la consommation. Ils ont aussi relevé l'absence d'hygiène et l'absence des conditions de conservation de la viande. La seconde affaire a été traitée par les éléments de la police de l'urbanisme de la sûreté de daïra d'Es-Sénia et ce après le contrôle d'un véhicule à bord duquel ils ont saisi 185 kg de viande de poulet et 10 kg d'abats impropres à la consommation ce qui porte la quantité globale à 494 kg de viande blanche avariée. Des mesures ont été prises à l'encontre des contrevenants.

Opération coup de poing 13 individus recherchés arrêtés par la police

Pas moins de 74 individus ont été interpellés par les services des 17^{ème} et 18^{ème} sûretés urbaines et aussi les éléments des sûretés de daïra de Bir El Djir, Arzew et Boutlélis lors d'une opération de police lancée dans plusieurs quartiers relevant de la compétence du corps de la police. Cette action visant à sécuriser les biens et les personnes et appuyée par les éléments de la police judiciaire de la sûreté d'Oran a donné lieu à l'interpellation de 74 individus qui

ont été soumis à un examen de situation et 13 d'entre eux recherchés par des mandats de justice dans différentes affaires ont été arrêtés. Les policiers ont saisi 14 comprimés psychotropes de marque Pregabaline, un montant de 30 millions de centimes et ont contrôlé 35 motos dont 13 ont été mises en fourrière pour diverses infractions. Les individus arrêtés seront présentés au tribunal territorialement compétent.

K. Assia

Trois dealers arrêtés et 1.080 comprimés psychotropes saisis

Trois dealers âgés de 39 ans, 26 ans et 34 ans ont été arrêtés par les services de la sûreté d'Oran pour détention et commercialisation de stupéfiants et une quantité globale de 1.080 comprimés psychotropes a été saisie en plus de 270 gr de kif. Dans la première affaire, l'exploitation des informations indiquant que deux individus âgés de 26 et 34 ans, des repris de justice, utilisaient leurs domiciles pour commercialiser les stupéfiants a permis aux éléments de la 10^{ème} sûreté urbaine de procéder à une perquisition ordonnée par le tribunal. Celle-ci a donné lieu à la saisie de 545 comprimés psychotropes de différentes marques,

trois bouteilles renfermant une drogue de marque Isoptyl et une somme d'argent de 16.000 dinars provenant de la vente des stupéfiants. Ils ont été présentés au tribunal pour association de malfaiteurs, détention et commercialisation de stupéfiants.

La seconde affaire a été solutionnée par les services de la sûreté de daïra de Oued Tlélat et un dealer de 39 ans a été arrêté. Les enquêteurs ont saisi 407 comprimés psychotropes de marque ecstasy et 113 de marque Pregabaline soit 520 comprimés en plus de 270 gr de kif traité. Il sera présenté au tribunal après enquête.

K. Assia

Plage Beau Rivage Un homme meurt noyé

J. Boukraa

Avant-hier en fin d'après-midi, un tragique incident est survenu à la plage Beau Rivage dans la commune d'Aïn El Turck, coûtant la vie à un jeune homme âgé de 24 ans, comme l'a confirmé un communiqué publié par la protection civile. La victime a malheureusement perdu la vie par noyade dans les eaux de cet-

te plage prisée par les estivants. Les secouristes de la protection civile ont été immédiatement dépêchés sur les lieux en réponse à un appel d'urgence. Malgré les efforts, les secouristes n'ont malheureusement pas pu sauver la vie du sexagénaire. La dépouille de la victime a été transférée à la morgue de l'hôpital d'Aïn El Turck où les procédures nécessaires seront entreprises.

Il présentait une blessure grave au niveau du cou Découverte d'un corps sans vie à Bousfer

Un jeune homme âgé de 25 ans a été découvert sans vie dans une chambre dans un complexe touristique dans la commune de Bousfer. Selon les premières constatations de la protection civile, la victime présentait une blessure grave au niveau du cou causée par un objet contondant.

La dépouille de la victime a été transférée à la morgue de l'hôpital d'Aïn El Turck pour y subir une autopsie. Parallèlement, les services de sécurité ont diligenté une enquête afin d'identifier le ou les protagonistes de cet acte criminel.

J. B.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

MAACHOU Aïcha, 73 ans, Oran
BEN AEK Noureddine, 69 ans, Oran
BENSAYAH Touha, 1 jour, Oran
BOUZIANE Zoubir, 76 ans, Oran

Horaires des prières pour Oran et ses environs

23 safar 1445

El Fedjr 05h16	Dohr 13h01	Assar 16h36	Maghreb 19h24	Icha 20h43
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



TLEMCEM

Le CHU perd ses professeurs

Khaled Boumediene

Le chef du service d'ophtalmologie du centre hospitalo-universitaire (CHU) de Tlemcen, Mohamed Amir Bekhti, comme ses quatre prédécesseurs ophtalmologues, MM. Brahmi et Dali Youssef et Mme Tahraoui et Touati, a démissionné. Sur fond de désarroi et d'inquiétude d'un grand nombre de malades de la wilaya et d'autres régions environnantes souffrant de différentes pathologies couvertes par cette spécialité, le départ de ce chirurgien hospitalo-universitaire a été révélé dimanche. Ainsi, cette spécialité médicale et chirurgicale des maladies de l'œil et de ses annexes ne dispose désormais plus de haut manager, pour assurer les interventions chirurgicales ni pour former en résidanat les futurs ophtalmologues.

Plusieurs autres professeurs hospitalo-universitaires ont jeté l'éponge au CHU « Tidjani Damerdjil ». Il s'agit du service de traumatologie qui manque de chirurgiens orthopédistes spécialisés, pour traiter les patients victimes d'affections, de pathologies ou d'accidents des membres supérieurs et inférieurs ainsi que la prise en charge des pathologies articulaires dégénératives ou traumatiques de l'épaule, du genou et de la hanche, tout comme la pathologie ligamentaire et tendineuse de ces articulations. Selon nos informations, un seul chirurgien de Sidi Bel-Abbès intervient une fois par semaine, pour assurer cette mission médicale, chirurgicale, physiologique et fonctionnelle délicate.

La « pénurie » de professeurs hospitalo-universitaires spécialisés touche également le service de pneumologie qui ne dispose actuellement que d'un chef de service qui assure l'intérim depuis plusieurs mois. Faute de médecins spécialistes en nombre suffisant, ce service est incapable de prendre en charge les malades chroniques et anciens fumeurs souffrant d'une destruction pulmonaire plus ou moins avancée, et les cancéreux du poumon ainsi que ceux souffrant de maladies respiratoires rares et de maladies du sommeil.

En outre, la formation en résidanat de professeurs de la spécialité gastro-entérologie et de chirurgie digestive n'est pas assurée dans ce service où la garde est difficilement assurée en raison du manque de spécialistes, pour le traitement des maladies de l'appareil digestif (œsophage, estomac, intestin grêle, côlon, foie, pancréas, vésicule biliaire, rectum, anus). Outre le manque d'effectif chez les médecins

spécialistes et les médecins généralistes qui assurent la permanence des soins de ces services pendant les gardes, le service du SAMU du CHU qui a pour mission de recevoir et traiter dans des conditions optimales les appels d'urgences médicales est totalement dépassé par le nombre croissant d'interventions pour les prises en charges pré-hospitalière et les évacuations et transferts incessants des patients vers les établissements spécialisés de la wilaya d'Oran, en raison du déficit en médecins spécialistes et des soins spécialisés au niveau du CHU de Tlemcen, qui manque cruellement d'un service de chirurgie vasculaire pour le traitement des maladies ou blessures affectant les artères, les veines ou les vaisseaux du thorax, des bras et des jambes.

Les artères du cou (carotides), l'aorte abdominale, ainsi que le réseau veineux superficiel (varices) et profond des membres inférieurs et ce, depuis la fermeture du service de la chirurgie thoracique du Pr. Chaib Taleb qui avait ensuite rejoint l'hôpital de Constantine, il y a une quinzaine d'années, tout comme le service pour les brûlés et de rééducation des patients brûlés qui fait lui aussi défaut au CHU de Tlemcen. La prise en charge de la personne brûlée reste un enjeu de santé publique lorsque l'on sait que de nombreux brûlés graves courent le risque du décès du fait de leurs brûlures au cours du trajet effectué du CHU de Tlemcen vers Oran. On sait également que la réanimation initiale d'un brûlé grave qui est mal conduite ou inadaptée participe à l'élévation de cette mortalité. Par ailleurs, la direction générale du CHU de Tlemcen est dirigée par le secrétaire général, qui assure l'intérim depuis plus d'une année et demie. Cette situation qui dure entrave le bon fonctionnement de cet établissement de santé, qui compte environ 300 médecins, 1000 paramédicaux et 1.500 agents administratifs et ouvriers professionnels.

Le président du syndicat autonome des paramédicaux, Boumediene Abdellaoui a souligné, « l'hôpital de Tlemcen est un paquebot en train de couler ! ». A cet égard, il demande l'intervention rapide du ministre, pour redresser la situation et résoudre tous ces problèmes de fuite de professeurs hospitalo-universitaires et du manque de services notamment des brûlés et de chirurgie vasculaire et la nomination d'un directeur général à la tête de ce CHU, pour assurer une bonne prise en charge des malades.

CHLEF

Secousse tellurique de 3,8

Une secousse tellurique de magnitude 3,8 sur l'échelle ouverte de Richter, a été enregistrée vendredi à 08h08 dans la wilaya de Chlef, indique un communiqué du Centre de Recherche en Astrono-

mie, Astrophysique et Géophysique (CRAAG).

L'épicentre de la secousse a été localisé à 5 Km au Nord Est de Beni Rached (Wilaya de Chlef), précise la même source.

MOSTAGANEM

25 points de vente de manuels scolaires ouverts

Pas moins de 25 points de vente de manuels scolaires ont été ouverts dans la wilaya de Mostaganem, en prévision de la rentrée scolaire 2023-2024, a-t-on appris jeudi de la direction de l'éducation de la wilaya.

Ces points de vente (librairies privées) sont réparties à travers les communes de Mostaganem (6), Sidi Lakhdar (3), Hadjadj, Bouguirat, Benabdelmalek Ramdane, Stidia (2 chacune) et Kheireddine, Sayada, Aïn Tédélès, Mesra, Fornaka, Khadra, Hassi Mamèche et Achaacha (un point de vente chacune), a-t-on précisé.

La direction de l'éducation a indiqué que les manuels scolaires sont disponibles dans tous les établissements d'enseignement au niveau de la wilaya et pour tous les niveaux.

Les services de la wilaya ont affirmé que les 637 établissements éducatifs (écoles primaires, CEM et lycées) dans la wilaya de Mostaganem ont reçu leurs quotas de livres scolaires, soit un taux de 100 pour cent, de même que les librairies privées agréées, et ce, en coordination avec la direction du commerce et de la promotion des ex-



portations de la wilaya.

Six autres points de vente ont été ouverts au niveau des communes de Mostaganem, Mesra, Hassi mamèche, Bouguirat, Aïn Tédélès et Sidi Ali, dans le cadre d'expositions de vente de fournitures scolaires organisées en collaboration avec des opérateurs économiques activant dans ce domaine au niveau de grands espaces, à l'instar des chambres de commerce et de l'industrie «Dahra» et de l'artisanat et des

métiers, selon les services de la direction du commerce de la wilaya de Mostaganem.

La rentrée scolaire, fixée au 19 septembre en cours, verra dans la wilaya de Mostaganem, la mise en service de près de 40 nouvelles infrastructures éducatives dont 5 écoles primaires, 4 CEM dotés du régime de demi pension et deux lycées, en plus de 27 cantines scolaires et deux unités de santé pour dépistage et le suivi (UDS), a-t-on souligné.

TIARET

Plus de 29.000 comprimés psychotropes saisis

La brigade de gendarmerie de Aïn Dheb dans la wilaya de Tiaret, en coordination avec les services des douanes, a saisi plus de 29.000 comprimés psychotropes de marque « Pregabaline » et arrêté deux individus, dont une femme, a-t-on appris jeudi du groupement territorial de la

gendarmerie. Selon cette même source, outre la quantité de psychotropes saisie, une somme d'argent estimée à plus de 600 millions de centimes a également été saisie ainsi que deux véhicules de tourisme.

Les deux mis en cause ont été déferés devant la juridiction com-

pétente pour les chefs d'inculpation de « constitution de bande criminelle et trafic illicite de produits pharmaceutiques ». Près de 40.000 comprimés psychotropes ont été saisis par les services de sécurité dans la wilaya de Tiaret depuis mai dernier.

El-Houari Dilmi

RELIZANE

La prime scolaire pour 47.000 élèves

Plus de 47.000 élèves des trois cycles de l'enseignement dans la wilaya de Relizane bénéficient de la prime scolaire, au titre de l'année scolaire 2023-2024, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. La même source a indiqué qu'il a été procédé, durant la semaine en cours, à l'achèvement du versement de cette prime estimée à

5.000 DA aux familles nécessiteuses de scolarisés recensés par les services des communes, de concert avec la direction de l'Education nationale. Cette prime a été versée via les comptes courants et les transferts postaux aux parents des élèves concernés, selon la même source qui a fait savoir qu'une enveloppe financière de plus de 235.000 DA

a été allouée à cette opération. Cette mesure a permis l'élaboration des listes des concernés et de parachever les procédures d'octroi de cette prime pour chaque élève avant la rentrée scolaire. Elle profite aux élèves orphelins, ceux aux besoins spécifiques en sus des élèves issus des familles à faible revenu, selon les services de la wilaya.

EL-BAYADH

Un jeune homme retrouvé mort dans une retenue d'eau

Le corps sans vie d'un jeune homme âgé de dix sept ans a été repêché mercredi dernier en fin d'après midi par les éléments de la protection civile alertés par des proches de la disparation de l'un des leurs. Il a fallu plus d'une

heure de recherches aux maitres nageurs de la protection civile pour retrouver le corps de victime au fond de la retenue d'eau au lieu-dit "Tassina", dans la commune de Stitten. La dépouille mortelle a été déposée à

la morgue de l'hôpital du chef lieu de la wilaya. Une enquête a été diligentée par la brigade territoriale de la gendarmerie nationale de Stitten afin de déterminer les circonstances exactes de la mort.

Hadj Mostefaoui

Un mort et neuf blessés dans une collision

Un tragique accident de la circulation s'est produit ce mercredi dernier en fin d'après midi sur la voie de contournement du chef lieu de la wilaya. Deux véhicules légers se sont

heurtés frontalement et le bilan établi par la protection civile fait état d'une personne décédée et de neuf autres grièvement blessées, âgées entre 09 et 65 ans. Ces dernières ont été

évacuées vers l'hôpital Mohamed Boudiaf.

Une enquête a été ouverte par la brigade territoriale de la gendarmerie nationale.

Hadj Mostefaoui

Equipe nationale - Après sa contre-performance face à la Tanzanie

Belmadi entre reconstruction et appréhensions



M. Zeggai

L'équipe nationale algérienne, décidée à conclure ces éliminatoires en beauté, a buté sur une formation tanzanienne bien en place, sur le plan défensif, dans un match à mettre aux oubliettes. En dépit des conditions d'avant-match nettement favorables, notamment sur le plan psychologique, les nôtres, même assurés il y a déjà fort longtemps de leur qualification et conserver la première place du groupe F, les Verts n'ont pas répondu à l'appel du grand public, notamment sur le plan du résultat qui est resté en travers de la gorge des inconditionnels des Fennecs. Djamel Belmadi a tenté de justifier cette contre performance par l'état de la pelouse et « l'arbitrage partiel », selon ses dires. Cela est loin d'expliquer ce résultat de parité qui ne reflète nullement la nette différence de ces deux sélections. Comme annoncé dans l'une de nos précédentes éditions, l'équipe nationale, match contre le Sénégal oblige, s'est présentée avec un onze totalement remanié notamment au milieu au terrain. Entamant la rencontre sans aucune pression, on croyait que les Algériens, soutenus par un public record, allaient facilement faire respecter la hiérarchie. Mais en vain.

Devant le bloc bas des Tanzaniens dont l'objectif était clairement de ne pas encaisser de but et d'arracher le point du nul, les Verts n'ont à aucun moment trouvé de solutions à l'organisation défensive des Tanzaniens.

Bouanani, Chaïbi et un degré moindre Kadri ont tenté de trouver la faille, mais le dispositif tactique a été défaillant notamment dans l'entre jeu n'a pas joué son véritable rôle de pourvoyeur de balles pour mettre dans des meilleures conditions les attaquants. Les trois milieux du

terrain, Zorgane, Kadri et Abdelli ont visiblement manqué de complémentarité, soit par une lenteur dans le jeu, soit par la multiplication inutile des passes latérales. Aussi, nos trois milieux de terrain, lents dans la relance ce qui a permis le placement rapide défensif de l'équipe adverse, ont multiplié les passes latérales. Ce qui s'est avéré insuffisant devant une équipe tanzanienne qui a préconisé la défense à l'esuie-glace et le regroupement massif dans sa zone pour réduire au maximum les espaces pour les Verts. Il y eut quelques incursions, notamment de Chaïbi et notamment Bouanani, l'homme du match qui a étonné par sa classe et sa facilité du dribble.

La domination des Verts en seconde mi-temps était préméditée compte tenu de la tactique adoptée par les Tanzaniens. A ce petit jeu-là, les Verts ont failli par manque de réalisme. Djamel Belmadi a expliqué cela par le manque d'automatismes en raison de la présence de plusieurs joueurs dans l'équipe type. En somme, l'EN est passée à côté de la plaque a sombré sur le plan de l'organisation tactique, la preuve même l'incorporation des Mahrez, Benrahma, Amoura et Zerrouki n'ont pas changé la donne. Au finish, les Tanzaniens ont résisté jusqu'au coup de sifflet final pour laisser ensuite éclater leur joie pour avoir décroché le droit de participer à la prochaine CAN, la troisième fois de leur histoire, en janvier prochain en Côte d'Ivoire.

« Je suis très heureux de cette qualification, et je suis encore plus heureux de voir deux coaches algériens disputer la CAN dans deux équipes différentes. Je profite également de l'occasion pour féliciter les joueurs de l'équipe tanzanienne, car ils ont pu atteindre l'objectif pour lequel nous sommes venus », dira Adel Amrouche.

• L'ombre de Yacine Brahimi et Sayoud a plané

Face à la stratégie basée sur la prudence excessive adoptée par les Tanzaniens, la présence de Yacine Brahimi et Sayoud aurait donné des solutions à l'EN compte tenu du pouvoir créatif de ces deux éléments. Par leur technique individuelle, Brahimi et Sayoud auraient donné beaucoup plus de solutions offensives et disposent des capacités requises pour transpercer ce genre de blocs défensifs. Avec un Bouanani, Chaïbi et Aït Nouri, Brahimi et Sayoud auraient été un complément technique considérable pour la sélection algérienne dans le but de débloquer la situation et changer totalement le cours du jeu et du résultat en même temps. Enfin, le sélectionneur est appelé à revoir sa copie avant janvier prochain pour éviter la désillusion de la dernière CAN du Cameroun. Le prochain match contre le Sénégal s'avère comme un sérieux test pour le sélectionneur national même s'il s'agit d'une rencontre amicale.

Le coach national a raté le sans-faute, mais il peut bénéficier des circonstances atténuantes puisqu'il a aligné une équipe new-look pour jauger les capacités de certains éléments. C'est certain qu'avec la récupération des Slimani, Belaïli, Aouar, Benacer et Bentaleb, tous absents de ce stage pour diverses raisons, Mahrez et Feghouli, remplaçants au coup d'envoi, l'EN aura une autre allure à condition que Djamel Belmadi retienne les leçons pour faire progresser le jeu collectif de son équipe. « Je ne suis pas satisfait du résultat du match, mais je suis satisfait d'avoir fait jouer un grand nombre de jeunes joueurs dont j'ai eu l'occasion d'observer le potentiel », a-t-il affirmé en fin de partie.

Badredine Bouanani, la nouvelle force de frappe des Verts

M. Z.

Badredine Bouanani. Un nom à retenir. A 19 ans déjà, il étonne par son aisance technique, sa virtuosité et surtout par son sens du dribble.

Le natif de Lille est considéré, aujourd'hui, comme l'un des piliers de l'EN et comme le digne successeur de Mahrez à l'aile droite. Depuis qu'il est convoqué chez les Verts, Bouanani ne cesse de s'illustrer par ses prouesses et ses distillations de balles.

Le coach national s'est précipité à le remplacer par Mahrez qui n'a finalement été que l'ombre de lui-même.

Badredine Bouanani qui a rejoint l'OGC Nice en juillet 2022, a fait sa première apparition en Ligue 1, en janvier dernier, face au Montpellier HSC.

En sélection, Badredine

Bouanani a représenté la France en sélection de jeunes. Avec les moins de 18 ans. En mars dernier, le Franco-Algérien a fait le choix de représenter la sélection algérienne. Il est ensuite convoqué pour la première fois avec l'équipe nationale et a honoré sa première sélection avec les Verts le 23 mars 2023, contre le Niger après avoir été incorporé en seconde mi-temps et s'est illustré par une passe décisive pour Ryad Mahrez. Cette saison, l'ailier droit algérien n'a le droit qu'à des bouts de match, en ce début de saison et a même été privé de certaines rencontres. Ces absences ne semblent pas l'affecter et ce, en dépit de son jeune âge. La preuve, Bouanani est considéré comme une valeur sûre par le public algérien qui a découvert le talent im-

mense de ce jeune prodige. En plus de ses qualités techniques individuelles, Bouanani a toujours prôné le jeu collectif grâce à sa vision de jeu et un pied gauche déroutant et surtout cette étonnante capacité à s'intégrer rapidement dans l'équipe. Bouanani possède cette faculté de jouer sans complexe et s'avère comme un élément fort de caractère puisqu'il ne s'est jamais découragé malgré qu'il ait cumulé que 33 minutes de jeu sur les 360 de ce début de saison. En pleine progression, Bouanani a confirmé son talent au point d'être ciblé par le Milan AC durant l'inter saison. A peine 19 ans, Badredine Bouanani représente une vraie valeur marchande et pourrait parfaitement coller au projet de n'importe quel club européen.

Attribution des CAN 2025-2027 Décision finale 27 septembre prochain

Tandis que la 6^e et dernière journée des éliminatoires de la CAN 2023, qui aura lieu en Côte d'Ivoire, bat son plein, le comité exécutif de la Confédération africaine de football se réunissait ce jeudi par visioconférence. Les discussions portaient notamment sur l'attribution des CAN 2025 et 2027.

En effet, après avoir indiqué qu'elle rendrait sa décision début septembre puis même évoqué, par la voix de son secrétaire général Véron Mosengo-Omba l'échéance de

« mi-août », l'instance panafricaine n'a toujours effectué aucune annonce à ce sujet.

Ce jeudi, son comex a toutefois débattu du rapport remis par les commissions d'évaluation indépendantes suite à des visites d'inspection dans chaque pays postulant. Et, au terme de cette réunion, la CAF a enfin communiqué une date claire, nette et précise. « Nous nous réunirons à nouveau au Caire le mercredi 27 septembre 2023 pour discuter et prendre des décisions concernant les pays qui se ver-

ront attribuer la CAN TotalEnergies 2025 et la CAN 2027 », a ainsi annoncé le président de l'instance, Patrice Motsepe, dans un communiqué. Les heureux élus seront donc dévoilés ce jour-là. Pour rappel, le Maroc, le duo Nigeria-Bénin, et la Zambie sont candidats pour accueillir l'édition 2025, tandis que le Botswana, l'Égypte, le Sénégal, et le trio Kenya-Ouganda-Tanzanie postulent pour 2027. L'Algérie, elle, a candidaté pour organiser les deux éditions. Le dénouement est proche !

Ligue 1 USM Alger: Benchikha vise une place en Ligue des Champions

L'entraîneur en chef de l'USM Alger, Abdelhak Benchikha, a indiqué que son objectif lors la nouvelle saison 2023-2024 sera de décrocher une qualification à la prochaine édition de la Ligue des Champions de la CAF. « Comme je l'ai répété plusieurs fois depuis mon arrivée, un grand club comme l'USMA doit toujours jouer les premiers rôles. On va donc viser le sommet du tableau, et si on ne décroche pas une qualification pour la prochaine édition de la Ligue des champions, ne serait-ce qu'en terminant deuxièmes du championnat, ce sera une grande déception pour

moi » a affirmé le coach des « Rouge et Noir » au site officiel du club. « La Champions League, c'est ce qu'on souhaite.

C'est notre vœu le plus cher, et c'est d'ailleurs dans cette perspective que nous avons renforcé le groupe, tout en enrichissant le banc de touche. Il vrai qu'entre ce que nous voulons et ce qu'il y aura à la fin, il y a deux monde différents, mais ce qui est sûr c'est que nous ferons le maximum pour atteindre nos objectifs » a-t-il encore assuré.

Etant donné que l'USMA est déjà engagée en Coupe de la CAF0, Benchikha a considéré que « la moindre des choses serait d'essayer d'y faire

bonne figure », d'autant que les Usmistes sont les tenants des titre. « La Coupe de la Confédération est une prestigieuse compétition aussi, et Inchallah, nous la jouerons à fond, comme l'an dernier. Si nous ambitionnons de disputer la Champions League, c'est surtout parce qu'elle représente un palier supérieur, et c'est ça la marque d'un grand club : viser toujours plus haut » a-t-il expliqué.

Pour rappel, l'USMA entamera la nouvelle saison en affrontant la formation égyptienne d'Al Ahly en Super coupe d'Afrique vendredi prochain au stade King Fahd dans la ville de Taïf (Arabie Saoudite).

Rues et stations de métros inondées, voitures submergées Hong Kong touchée par des pluies historiques

Hong Kong est touchée vendredi par les pires précipitations jamais enregistrées depuis le début des relevés en 1884, qui ont submergé des rues et des stations de métro, contraignant des écoles à fermer, moins d'une semaine après le passage d'un super typhon. «Tout mon quartier est isolé par les inondations», décrit pour l'AFP Olivia Lam qui vit dans le secteur oriental de l'île.



«Un des parkings souterrains du quartier est complètement noyé et autour de ma résidence, l'eau arrive jusqu'à la taille», ajoute-t-elle, estimant que la situation est encore «pire» ailleurs.

Dans les rues du centre financier de l'île, les flots poussent des voitures à l'abandon et drainent une multitude de débris arrachés par les pluies diluviennes.

La métropole chinoise de Shenzhen, limitrophe de Hong Kong, est elle aussi touchée depuis jeudi par des pluies torrentielles, les plus importantes jamais enregistrées depuis 1952, selon

les médias d'Etat. La région a connu des conditions météorologiques extrêmes et des températures record cet été, des événements qui, selon des scientifiques, sont encore exacerbés par le bouleversement climatique.

L'observatoire de Hong Kong, l'agence météorologique de la ville, a signalé des précipitations de 158,1 millimètres à son siège entre 23H00 et minuit locales.

Selon les autorités, «ces conditions extrêmes», qui vont se poursuivre jusqu'à 06H00 ont incité quelque 80 personnes à se rendre aux Urgences des hôpitaux pour y chercher de l'aide.

Des taxis tentaient tant bien que mal de circuler dans les rues submergées, tandis que des banlieusards peinaient à se rendre sur leur lieu de travail.

Les autorités ont annoncé la fermeture des écoles «en raison des conditions extrêmes», ainsi que certains services de douanes à la frontière entre Hong Kong et Shenzhen. Cette métropole compte 17,7 millions d'habitants et le siège de nombreuses entreprises technologiques.

Les échanges à la Bourse de Hong Kong ont été suspendus pour la journée en raison de la météo. En revanche, celle de Shenzhen a ouvert en

baisse vendredi matin. Selon les autorités de Hong Kong, Shenzhen s'apprête à déverser l'eau de ses réservoirs, ce qui pourrait étendre les inondations à certaines parties du nord du territoire de Hong Kong.

«EXPÉRIENCE DOULOUREUSE»

L'opérateur du métro de Hong Kong a annoncé suspendre partiellement ses services sur l'une de ses lignes après l'inondation d'une station. Sur les réseaux sociaux, des internautes ont posté des images mon-

trant un métro ne s'arrêtant pas à la station Wong Tai Sin, dont le quai est envahi par les eaux.

D'autres stations sont également touchées.

Sur plusieurs routes, des voitures et des bus étaient à moitié submergés. Un journaliste de l'AFP a vu des éboulements qui obstruaient une route à deux voies dans le quartier de Shau Kei Wan.

«C'est une expérience douloureuse», se lamente Eli, un banlieusard frustré par son impossibilité à gagner son lieu de travail, dans le sud de l'île de Hong Kong.

Des routes sont également noyées sous la pluie dans l'île voisine de Lantau où les cours d'eau sont sortis de leurs lits.

Selon l'Observatoire de Hong Kong, les pluies torrentielles ont été provoquées par le «creux de basse pression associé au reste de Haikui». Le typhon Haikui a balayé Taiwan en début de semaine, faisant une centaine de blessés, déracinant des arbres et endommageant des routes, avant de se diriger vers le sud de la Chine, rétrogradé en tempête.

Le sud de la Chine a été frappé le week-end dernier par deux typhons successifs, Saola et Haikui.

Le changement climatique a augmenté l'intensité des tempêtes tropicales, avec plus de pluie et des rafales plus fortes entraînant des inondations soudaines et des dommages côtiers, selon des experts.

A l'autre bout du pays, la capitale chinoise Pékin, a connu fin juillet-début août le plus fort déluge depuis 140 ans, et la province limitrophe du Hebei avait été particulièrement touchée.

Ces pluies ont causé la mort de plusieurs dizaines de personnes et causé des dégâts considérables.

Espagne

Onze personnes se donnent la mort chaque jour

«Onze personnes se donnent la mort chaque jour en Espagne, ce chiffre augmente et les mesures nécessaires ne sont pas prises»: onze ans après le suicide de son fils, Victoria de la Serna s'indigne du manque toujours criant de prévention dans un pays où le sujet reste tabou.

À ses côtés, sa fille María Fernández-Cavada, 31 ans, prend l'exemple des accidents de la route ou des féminicides qui, contrairement aux suicides, font l'objet de nombreuses campagnes de prévention et ont baissé ces dernières années en Espagne.

«La mort est taboue, mais le suicide l'est encore plus (...) Alors que c'est une bombe atomique qui détruit ta famille», ajoute la jeune femme en jetant un oeil aux photos de son frère, Luis, posées devant elle.

Avec environ huit suicides pour 100.000 habitants par an, selon les derniers chiffres officiels, l'Espagne est en dessous de la moyenne européenne (11,3 en 2019, selon la Banque mondiale).

Mais alors que cette dernière baisse depuis 20 ans, les chiffres grimpent en Espagne, sans que cela puisse être expliqué par l'impact de la pandémie ou des réseaux sociaux, ni par les niveaux d'anxiété ou de pauvreté.

Avec un nouveau record en 2022: 4.097 suicides, contre 3.371 en 2002. Des chiffres officiels «clairement sous-estimés», s'exclame le psychologue clinicien Javier Jiménez, président honoraire de l'Association de prévention et d'accompagnement des familles RedAIPIS-FAeDS.

Selon lui, beaucoup des 8.000 morts accidentelles recensées chaque année dans le pays sont des suicides en raison du manque d'«autopsies psychologiques».

«Les statistiques des autres pays sont plus fiables, car le tabou est moindre», affirme ce spécialiste, rappelant la persistance de l'héritage de la religion catholique, qui a longtemps stigmatisé le suicide comme un péché, privant les personnes



ayant mis fin à leurs jours de sépulture religieuse. Le psychologue dénonce aussi la prescription quasi-systématique de médicaments et la difficulté d'accès à un suivi psychologique tant en raison du coût que du manque de thérapeutes.

PRISE DE CONSCIENCE

La pandémie de Covid-19 a toutefois entraîné une prise de conscience sur les enjeux liés à la santé mentale en Espagne, traumatisée au printemps 2020 par une première vague de contaminations particulièrement violente et l'un des confinements les plus stricts au monde.

Le gouvernement a débloqué 100 millions

d'euros entre 2022 et 2024 pour un plan national consacré à la santé mentale, compétence qui revient habituellement aux régions.

Un numéro vert a été lancé au printemps 2022. Bilan: 15.000 appels le premier mois et 335 appels quotidiens en moyenne depuis.

Fin février, le Parlement a approuvé à l'unanimité un projet de loi visant à créer un congé payé de 15 jours pour les proches de personnes ayant des pensées suicidaires avec un risque élevé, évalué par un médecin, de passer à l'acte. Les détails de mise en oeuvre sont toujours en discussion.

«C'est le minimum», commente Victoria. Après le suicide de son fils, sa «douleur» et son «désespoir» se sont heurtés à «un manque de ressources pour les premiers

instants», avec des services d'urgence pas assez formés.

La région de Madrid (près de sept millions d'habitants) a été pionnière en créant en 2019 une unité de psychologues dans son service d'urgences.

Ils sont six, formés tant pour les accidents que pour les suicides ou les violences de genre, à se relayer 24h/24 pour accompagner les secours sur plus de 500 interventions par an.

TROUVER DU RÉCONFORT

«Hier, nous avons eu le cas d'un homme avec des idées suicidaires. Sa femme venait de mourir», raconte Marta Alvarez Calderón, psychologue clinicienne du programme.

Estimant que le risque qu'il passe à l'acte était faible, elle n'a pas recommandé d'hospitalisation, mais elle reste préoccupée et s'attend à un appel de sa part. Elle se souvient aussi du cas d'un homme s'étant suicidé devant ses quatre enfants: «notre travail est alors d'écouter et surtout de déculpabiliser les proches». Au cours du premier trimestre 2023, le service a reçu 3.429 appels pour des cas liés au suicide. Pour Marta Alvarez Calderón, il est nécessaire d'augmenter le nombre de psychologues formés, mais aussi de «lever le tabou» dès l'adolescence dans les écoles, car «en parlant, on diminue la stigmatisation». «Le suicide est évitable», notamment grâce à la prévention, abonde l'Organisation mondiale de la santé.

C'est dans le cadre d'un groupe de parole associatif que Victoria a trouvé «un espace de réconfort protégé, sans jugement». Elle intervient aujourd'hui dans les discussions pour venir en aide aux autres.

«J'ai longtemps menti sur la mort de mon frère, car je ne voulais pas être confrontée à la réaction des gens», ajoute sa fille, María. «Mais aujourd'hui, si mon témoignage peut aider ne serait-ce qu'une personne...»

Automobile autonome Un rêve qui circule à vue

La voiture autonome, annoncée comme la prochaine révolution technologique, se fait attendre: constructeurs et équipementiers avancent avec prudence sur cette voie coûteuse et complexe.

Il y a cinq ans, on pensait qu'en 2025 on aurait des autonomies assez importantes sur beaucoup de véhicules, ce qui n'est pas le cas», constate Christophe Aufrère, directeur technique de l'équipementier français Forvia.

En cause: des moyens financiers réduits par la crise du Covid-19, l'arbitrage en faveur d'investissements dans l'électrification et la complexité de ces systèmes dont le but ultime est d'élaborer une voiture capable de rouler toute seule, dans toutes les conditions, sans intervention humaine.

Aujourd'hui, «on dit plutôt que ça va arriver d'ici 2030», explique à l'AFP M. Aufrère.

A Munich, où se tient jusqu'à la fin de la semaine le salon de l'automobile (IAA), un sondage interroge public et passants: «Utiliserez un taxi autonome entre la gare centrale et la fête de la bière?» Le vote, à l'aide de boules colorées, donne une large majorité de «Oui».

Mais le public ne trouvera quasiment aucun de ces véhicules futuristes en test sur les stands.

SANS LES MAINS, SOUS CONDITION

L'allemand Mercedes propose



aujourd'hui l'un des rares modèles homologués pour une conduite autonome dite de «niveau 3», selon la norme internationale en vigueur.

Concrètement le conducteur peut lâcher le volant et confier la conduite au véhicule, doté d'une multitude de capteurs, radars et caméras, si certaines conditions sont réunies: sur une autoroute à moins de 60 km/h, en cas d'embouteillage par exemple.

Le conducteur doit rester disponible pour reprendre le véhicule si l'ordinateur le lui demande.

Ce «Drive pilot» est disponible en option sur la Classe S, le navire ami-

ral du groupe allemand, avec des prix à six chiffres. Un modèle Honda de même niveau a été validé dès 2021 par les autorités japonaises.

Ford va un peu plus loin depuis cet été avec, en Grande-Bretagne, une voiture capable de rouler seule à grande vitesse sur une autoroute.

Mais dans les autres voitures disponibles dans le commerce, l'autonomie reste de «niveau 2» avec des systèmes relevant de l'aide perfectionnée à la conduite, qui demande un conducteur en alerte à tout moment.

C'est notamment le cas de

«l'autopilote» de Tesla. On est encore loin de l'objectif ultime: l'autonomie dite de niveau 5, qu'Elon Musk ne cesse de repousser, même si le PDG de Tesla a dit cet été qu'il y croyait pour cette année.

AUCUN RISQUE

La Chine et les Etats-Unis ont une route d'avance sur l'Europe.

A San Francisco, les véhicules de Waymo, filiale d'Alphabet (maison mère de Google) et Cruise (General Motors) atteignent le niveau 4 d'autonomie: ils peuvent circuler sans que

l'intervention humaine ne soit nécessaire - mais uniquement dans certaines conditions ou un périmètre délimité (comme un centre-ville précis, par exemple).

En Chine, le géant chinois de l'internet Baidu allié à la start-up Pony.ai ont obtenu en novembre 2021 l'autorisation de faire circuler des taxis autonomes. La raison de ce déploiement inégal «n'est pas la réglementation, et pas non plus la technologie, mais c'est plutôt le cash», plus facile à lever aux Etats-Unis que sur le Vieux continent, estime Christophe Périllat, directeur général de l'équipementier français Valeo.

En Europe, l'industrie ne veut prendre aucun risque et «s'assurer d'aller suffisamment loin dans les tests avant de lancer des technologies, là où, aux Etats-Unis, le choix est parfois d'aller assez vite sur des expérimentations», résume Matthieu Noel, du cabinet de conseil Roland Berger.

Pourtant «le véhicule autonome fait des progrès année après année», assure M. Périllat.

«Nous allons voir des progrès significatifs dans la conduite autonome dans peu d'années», pense aussi le professeur Lutz Eckstein, de l'université RWTH d'Aix-la-Chapelle.

Les systèmes dits de «niveau 2+», d'assistance très avancée, qui surveillent également l'état d'attention et de fatigue du conducteur, devraient se multiplier, juge l'expert, ajoutant que «le nombre et la performance des systèmes de niveau trois vont également augmenter». Mercedes a déjà fixé le prochain objectif: «d'ici la fin de la décennie, nous voulons atteindre la possibilité de rouler à 130 km/h sur une autoroute».

Pour la protection des données personnelles Les voitures, un «cauchemar»

Les voitures modernes sont un «cauchemar» pour la protection des données personnelles, selon une étude publiée mercredi par la fondation Mozilla, selon laquelle elles sont une mine d'informations pour les constructeurs, qui les utilisent et les revendent à discrétion.



La fondation, basée à San Francisco (Californie), a passé en revue les modèles des 25 marques les plus populaires du marché, et conclu que toutes, sans exception, «collectent davantage de données personnelles que nécessaire». «Les voitures sont le pire produit que nous ayons jamais testé pour la protection des données personnelles», affirme la fondation Mozilla, qui a déjà étudié montres connectées, enceintes connectées ou applications de méditation. Concrètement, les constructeurs sont à même de saisir des informations liées à l'utilisation du véhicule (conduite), mais aussi relatives aux services connectés de la voiture, ainsi que des applications tierces, comme le logiciel de navigation ou la radio en streaming.

Le logiciel de bord permet aus-

si de capter des données provenant d'un smartphone s'il est connecté ou si son utilisateur a téléchargé l'application du constructeur. Sur l'ensemble des marques, seules Renault et Dacia, qui font partie du même groupe, indiquent que les automobilistes ont le droit de demander la suppression des données personnelles collectées lors de l'utilisation de leur véhicule. Quelque 84% des constructeurs évoquent la possibilité de partager les informations recueillies, et 76% (19) celle de les vendre. Au classement des marques selon plusieurs critères relatifs à la protection des données personnelles, Tesla arrive dernier.

Il doit notamment cette place à son logiciel d'intelligence artificielle «non fiable», selon la fondation Mozilla, connu pour son navigateur Firefox, qui se veut plus pro-

tecteur des données personnelles que ses grands concurrents.

Tesla a été plusieurs fois mis en cause pour les dysfonctionnements de son logiciel d'aide à la conduite. En juin 2022, un rapport de l'Agence américaine de la sécurité routière (NHTSA) avait répertorié 273 accidents impliquant des Tesla dans lesquels le programme était actif durant les 30 secondes avant l'événement.

Le ministère américain de la Justice a ouvert une enquête sur le sujet, selon un document boursier publié fin janvier. Derrière Tesla, arrive Nissan, dont Mozilla a mis en évidence qu'il était susceptible d'extraire des données relatives à «l'activité sexuelle». Quant à la sécurité de ces données, 17 des 25 marques ont été l'objet, ces trois dernières années, de fuites et piratages, selon l'étude.

Communiqué

Portés par leur partenariat stratégique depuis plus de 15 années

Ooredoo et l'Association IQRAA marquent la Journée Internationale d'Alphabétisation

Ooredoo et l'Association Algérienne d'Alphabétisation «IQRAA» marquent la Journée Internationale d'Alphabétisation, placée cette année sous le thème: «Promouvoir l'alphabétisation pour un monde en transition: bâtir les fondations de sociétés durables et pacifiques».

Pour célébrer cette Journée Internationale, l'Association Algérienne d'Alphabétisation «IQRAA» organisera ce jeudi 07 septembre 2023 un forum national portant sur le thème: «L'alphabétisation par la connaissance culturelle, réalité et perspectives» Instituée à l'initiative de l'UNESCO, cette journée internationale, célébrée le 08 septembre de chaque année, vient rappeler l'importance de l'instruction, qui relève de la dignité et des droits humains ainsi que l'apport de l'alphabétisation dans l'instauration d'une société plus alphabète et plus durable. Très impliqués dans la lutte contre ce fléau, Ooredoo et l'Association «IQRAA» œuvrent depuis 2006, dans le cadre de leur partenariat stratégique, pour la lutte contre l'analphabétisme en Algérie à travers la concrétisation de nombreux projets conjoints dans les différentes régions du pays.

Ce partenariat stratégique s'est concrétisé par la mise en œuvre d'une multitude de projets à travers notamment la contribution financière accordée par Ooredoo pour la dotation en équipements pédagogiques et technologiques des Centres d'Apprentissage et de Formation et d'Insertion de la Femme (AFIF) d'El Khroub (Constantine), de Temacine (Ouargla), de Ouled Yahia Khadrouche (Jijel), de Tizi Ouzou, Ain Bessam à Bouira et celui de Béchar inauguré en janvier 2023. A cette occasion, le Directeur général de Ooredoo, M. Roni TOHME, a affirmé: «La célébration de la Journée Internationale d'Alphabétisation,

constitue pour Ooredoo une occasion idoine pour réitérer sa volonté d'œuvrer continuellement aux côtés de l'Association «IQRAA» dans sa lutte contre le fléau de l'analphabétisme en Algérie. Portée par sa stratégie visant à encourager toute initiative quant à la promotion de la connaissance et l'éducation, Ooredoo continuera à faire honneur à son statut d'entreprise socialement responsable très engagée au sein de la société Algérienne en mettant son savoir-faire et ses nouveaux outils de communication, adaptées à l'ère de la digitalisation, au profit des apprenants.» De son côté, le Président de l'Association Algérienne d'Alphabétisation «IQRAA», M. Hocine Khelid, a déclaré: «L'Association IQRAA a toujours œuvré dans le domaine de la lutte contre l'analphabétisme sous toutes ses formes au sein de la société et à promouvoir l'apprentissage notamment en faveur des femmes des régions reculées, afin de leur garantir une meilleure insertion sociale et professionnelle. Je saisis cette occasion pour réitérer nos profonds remerciements à notre fidèle partenaire Ooredoo, qui démontre à chaque fois son soutien indéfectible à nos projets et nos actions et ce depuis plus de quinze ans de collaboration fructueuse.» Il y a lieu de rappeler que les deux partenaires ont également lancé en 2013, le «Prix Ooredoo d'alphabétisation» qui récompense des personnes, des institutions, des organisations et des associations, publiques ou privées, ayant contribué de manière significative aux efforts de lutte contre l'analphabétisme en Algérie.

Ce partenariat entre Ooredoo et IQRAA, confirme la volonté de Ooredoo de lutter contre l'illettrisme et son soutien indéfectible aux initiatives qui visent à promouvoir le savoir et l'apprentissage.

Foot: quand le pouvoir d'attraction de l'Arabie saoudite se heurte à des réticences

Certains brandissent les valeurs, d'autres hésitent à sauter le pas en raison d'un niveau jugé indigne de leur talent ou préfèrent le choix du cœur: le pouvoir financier du football saoudien s'est heurté à des réticences, alors que son mercato a fermé jeudi.



Les médias et les réseaux sociaux bruissent d'une «belle histoire» depuis le début de semaine: Sergio Ramos revient au FC Séville 18 ans après son départ. Il aurait, selon Mundo Deportivo, snobé des offres mirobolantes de Galatasaray et surtout d'Al-Ittihad, le club de Karim Benzema, et baissé son salaire de 90%.

Le défenseur, laissé libre par le PSG au début de l'été, a expliqué avoir une «dette» envers son «grand-père», sa «famille» et «les supporters de Séville». Une manière de faire savoir, en creux, qu'il privilégie le cœur à l'argent.

Que ce soit par discrétion ou pour ne pas insulter l'avenir, peu de joueurs ont osé critiquer les Saoudiens comme Toni Kroos. L'illustre milieu allemand du Real Madrid a tiré à boulets rouges, dans Sports Illustrated, sur la décision de ceux qui s'exilent «en plein milieu de leur carrière, qui ont la qualité pour jouer pour des clubs de haut niveau en Europe».

Pour le champion du monde 2014, le niveau du championnat saoudien est bien trop hétérogène pour que l'argument spor-

tif soit brandi: «On raconte que l'on y joue un football ambitieux alors que seul l'argent compte. Au final, c'est une décision pour l'argent et contre le football».

L'ancien partenaire de Karim Benzema a aussi souligné que les accusations de violations des droits humains contre Ryad l'empêcheraient de faire un tel transfert.

C'est d'ailleurs sur ce terrain que Jordan Henderson, ex-capitaine de Liverpool recruté cet été par Al-Ettifaq, a été brocardé par des militants LGBT+. Selon eux, il aurait trahi le progressisme qu'il a toujours affiché en rejoignant un pays où l'homosexualité est passible de peine de mort. «Mon intention n'a jamais été de blesser qui que ce soit», a-t-il dû répondre dans The Athletic.

TEMPÊTE EN ITALIE

Comme lui, Fabinho et Roberto Firmino ont rejoint des clubs saoudiens, mais pas le plus prolifique des «Reds», Mohamed Salah. Une offre d'al-Ittihad pouvant aller jusqu'à 175 millions d'euros d'indemnités de transfert a été refusée par Liverpool, d'après la presse anglaise. Mais l'agent de l'Egyptien a aussi tenu à signifier que

c'était son choix. S'il avait prolongé l'été dernier en Angleterre (jusqu'en 2025), ce n'était pas pour partir un an après. Son coéquipier Dominik Szoboszlai a renchéri après la victoire 3-0 dimanche contre Aston Villa, où Salah a marqué: «Il veut rester, il veut être là avec nous».

L'entraîneur Jürgen Klopp s'est récemment montré fataliste à propos du pouvoir d'attraction de l'Arabie saoudite: «Qu'est-ce qu'on peut faire? Dire non? On peut dire ça, mais il y a une différence entre les contrats ici et les contrats là-bas. Ils sont tellement gros, ça pose des problèmes, assurément, à 100%». Des entraîneurs sont parfois directement soumis au dilemme. Claudio Ranieri, coach de Cagliari, n'a pas mâché ses mots pour dénoncer le départ de Roberto Mancini, de la sélection italienne vers la sélection saoudienne: «L'Arabie saoudi-

te? Je n'y serais pas allé, on ne peut pas avoir l'argent comme seule motivation».

Après sa démission surprise le 13 août, en invoquant des problèmes relationnels avec la président de la fédération, Mancini a signé un contrat mirobolant avec la fédération saoudienne, lui garantissant un salaire annuel de 20 millions d'euros jusqu'en 2027.

Le cas Mancini, champion d'Europe 2021, a déclenché une tempête en Italie.

Un éditorialiste de la Gazzetta dello Sport s'est insurgé: «Cela se fait (de refuser) quand tu mets au dessus de tout le maillot azzuro, quand tu choisis de représenter ton pays, quand des gamins ont fait la queue pour acheter des maillots à ton nom (...) cela se fait aussi parce qu'une somme d'argent ne vaut pas plus que la confiance de millions d'Italiens».

France Sarkozy menacé d'une nouvelle inculpation en marge du dossier financement libyen

L'ex-président français Nicolas Sarkozy est convoqué en vue d'une inculpation dans une enquête pour subornation de témoin liée aux soupçons de financement libyen de sa campagne de 2007, a appris l'AFP mercredi de sources proches du dossier.

Dans son volet principal, la retentissante enquête sur le financement libyen a déjà récemment conduit au renvoi en procès de l'ancien chef de l'Etat (2007-2012) aux côtés de 12 autres personnes, dont trois ministres.

M. Sarkozy, qui nie les faits, est soupçonné d'avoir noué un «pacte de corruption» avec Mouammar Kadhafi pour que l'ex-dictateur libyen contribue au financement de sa campagne victorieuse de 2007.

L'ancien président est également convoqué par un juge en vue d'une «mise en examen» (inculpation) dans une autre enquête qui concerne la volte-face du principal accusateur dans le dossier libyen, l'homme d'affaires franco-libanais Ziad Takieddine, selon les informations obtenues par l'AFP mercredi.

Fin 2020, M. Takieddine était revenu sur ses accusations en affirmant à des médias français que Nicolas Sarkozy n'avait en fait bénéficié d'aucun financement de Mouammar Kadhafi. Il avait à nouveau changé de version deux mois plus tard.

Soupçonnant que cette volte-face ait pu être téléguidée et rémunérée pour disculper Nicolas Sarkozy, la justice française avait ouvert une enquête notamment pour subornation de témoin, association de malfaiteurs



et escroquerie en bande organisée.

Huit personnes sont à l'heure actuelle inculpées dans le cadre de cette enquête, dont la très influente Michelle Marchand, patronne d'une agence de paparazzi, qui est soupçonnée d'avoir promis de rétribuer M. Takieddine pour qu'il retire ses accusations.

Le juge chargé de l'enquête doit désormais entendre, possiblement en octobre, l'ancien président français en vue d'une possible inculpation, a appris l'AFP. M. Sarkozy est soupçonné d'avoir bénéficié, en connaissance de cause, des manœuvres entreprises par plusieurs protagonistes du dossier pour le disculper.

Entendu mi-juin par les enquêteurs, l'ex-chef de l'Etat avait fermement contesté toute participation aux faits incriminés.

APARTEMENTS

■Vente/location ou échange appart 140 m², au RDC élevé, acte + L/F dans une résidence, côté wilaya d'Oran; idéal pour habitation ou profession libérale (médecin, labo d'analyses...) libre de suite - Tél: 0673.28.51.23- 0772.22.86.83

■Loue à Sidi Bel-Abbès, place 1^{er} Novembre (Carnot) dans immeubles haut standing, Appt au 1^{er} étage 7 pièces, climatisé + chauff central, 1 gd balcon + cour, eau H24, conviendrait pour labo, imagerie médicale, groupe de médecins, société, banque ou ttes prof. libérales Tél: 0668.29.25.26

VILLAS

■Urgent: Vds villa actée 226 m², 2 façades, s/sol RDC et 1^{er} buanderie à finir, au centre-ville de Terga, secteur t. calme et sécurisé, à 5 km des plages et 45 min d'Oran. Px 1,3 MD négociable - Tél: 0795.45.67.28 - 0657.27.53.56- W/App: 00336.20.84.64.45

Annonces Classées

■A vendre cabanon à Bousfer-plage 2 pièces, petite cuisine, WC et ouche avec acte. Superficie 301 m² - tél: 0771.72.22.05

EMPLOIS

■Pizzéria/Cafétéria à Oran cherche machiniste, cuisinier et serveur qualifiés et professionnels - Contacter: 0770.98.18.67

■Société privée cherche directeur technique, profil doctorat en pharmacie. Envoyez CV + photo au: Sarl.prestigemed@yahoo.com

DIVERS

■Centre d'Echographie spécialisée abdominal - Gynécologie - Thyroïde - Testicules - Seins - Prostate- Reins - Vessie - Yeux (mode B) - Cerveau du nouveau-né (E T F) - Dr BENBLAL Abdelhamid (D F M Paris) 62 avenue Docteur Benzerdjeb ORAN - Plateau - hôpital (300 m) - Tél: 0554.37.94.94

■Centre d'Echographie spécialisée: Epaulé - Coude - Poignet- Main- Genoux - Pied - Cheville - Dr BENBLAL Abdelhamid (D F M Paris) 62 avenue Docteur Benzerdjeb ORAN - Plateau - hôpital (300 m) - Tél: 0554.37.94.94

Local à louer ou à vendre à Mostaganem

Local commercial de 960 m²,

sur 3 niveaux (sous-sol / rdc / 1^{er}) pour une longue durée avec toutes les commodités; idéal pour un groupe médical ou autres, très bien situé à côté des urgences TIJDIT - CNAS - CASNOS - arrêt du tramway à 40 m; stationnement disponible. Adresse 11 rue Felouh Meskine, Tijdit, Mostaganem. Pour tous contacts Tél: 0550.32.19.73

Société Industrielle Privée - Sise à SIDI BEL ABBES Recrute dans l'immédiat:

«Manager Système Qualité»:

Profil: - Ingénieur (toutes spécialités), licence et plus.
- Expérience dans le poste souhaité.
- Dynamique, autonome, ayant le sens de la communication et de la responsabilité.
- Libre de tout engagement.

Avantage: Salaire à débattre.

Adressez: lettre de motivation + CV à Zone Industrielle, lot n° 100 Sidi Bel-Abbès.

Ou Mail: tplast_algerie@yahoo.fr

2

20.10 Le quiz des champions



Présenté par Cyril Féraud
Présentée par Cyril Féraud, cette nouvelle édition oppose les 10 des plus grands champions de jeux télévisés, dont le parcours a passionné les téléspectateurs de «*Tout le monde veut prendre sa place*», «*Slam*», «*Questions pour un champion*», «*Les 12 Coups de midi*» et «*Tout le monde à son mot à dire*». Certains tentent leur chance pour la première fois. D'autres, sont de retour et essaieront de prendre leur revanche.

11.00 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal 13h00
12.20 13h15, le samedi...
12.55 Journal Météo climat
13.00 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?
14.55 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
17.05 Tout le monde a son mot à dire
17.40 N'oubliez pas les paroles
19.00 Journal 20h00

3

20.10 Les Secrets du paquebot



Téléfilm de suspense - France - 2022
Avec Arthur Dupont, Léonie Simaga, Tobias Nuytten-Vialle, Thomas Silberstein
En explorant les circonstances du meurtre au couteau d'un journaliste, Léa et Grégory explorent les mystères de l'Afrique, paquebot souvent comparé à un "Titanic français" après son naufrage en 1920 au large des côtes des Sables-d'Olonne.

10.01 Dans votre région
11.55 Les nouveaux nomades
12.35 Samedi d'en rire
14.35 Les potagers de Julie
15.40 Des chiffres et des lettres
16.25 Le jeu des 1000 euros
16.55 Questions pour un super champion
17.50 A la source
19.00 Tout le sport
19.20 Météo

4

19.25 Culturebox l'émission



L'émission dédiée à la culture, au spectacle vivant et aux artistes, présentée par Daphné Bürki et Raphaël Yem.
20.10 La Périchole
22.15 Les paladins

10.55 Les Croods (Pré)histoires de famille
11.40 Anatole Latuile
12.30 Foot 2 rue
13.15 Teen Titans Go !
14.25 Slugterra
15.10 Ninjago
16.00 LEGO DreamZzz
16.40 #LikeMe
17.35 Léna, rêve d'étoile
18.25 Askip
18.50 C'est toujours pas sorcier
19.19 Okoo-koo
19.20 Consomag

5

arte

C8

09.11 Végétosaures
09.17 Silence ça pousse, junior !
09.20 Vétérinaires de l'Arctique
09.50 Silence, ça pousse !
11.45 Chine, terre sauvage
15.30 Destination 2024
15.35 Au bout c'est la mer
16.35 C'est bon à savoir
16.40 C dans l'air
17.55 C l'hebdo
19.00 C l'hebdo la suite
19.55 Ma maison de A à Z
20.00 Echappées belles

11.55 Vers un monde sans oiseaux ?
12.50 Par monts et marais : Le piémont des Alpes
15.10 Sierra Leone : Les femmes se libèrent par la mode
15.55 Invitation au voyage
16.40 GEO Reportage
17.10 Arte reportage
18.05 Le dessous des cartes
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes samedi
19.50 Versailles : Le palais retrouvé du Roi-Soleil
21.25 Hunga Tonga, la colère du volcan des abysses

08.21 JT
08.25 Direct Auto Express
09.42 Direct Auto Express
10.42 Direct Auto Express
11.00 Bienvenue au camping
20.10 Les duos impossibles de Jérémy Ferrari



CINE + FRISSEON 19.50

PRÉMONITIONS

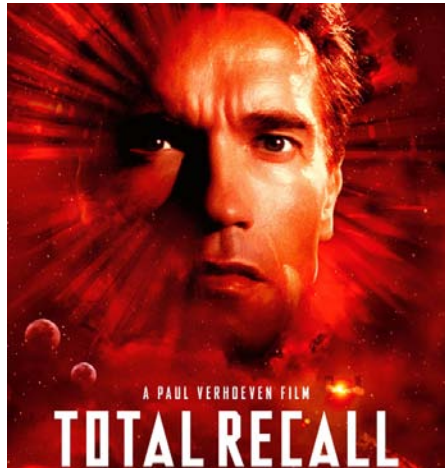
Thriller - Etats-Unis - 2015

Avec Anthony Hopkins, Colin Farrell, Jeffrey Dean Morgan, Abbie Cornish

Un homme est retrouvé mort chez lui, avec une blessure chirurgicale au niveau de la nuque. Celle-ci le relie à une autre série de meurtres. Chargé d'enquêter sur les affaires, Joe Merriweather se résout, malgré les avertissements de sa coéquipière Katherine Cowles, à contacter son vieil ami John Clancy, un médium qui vit reclus depuis la mort de sa fille. Celui-ci, au départ réticent, finit par accepter de les aider dans leur enquête.

RTL9 19.55

TOTAL RECALL



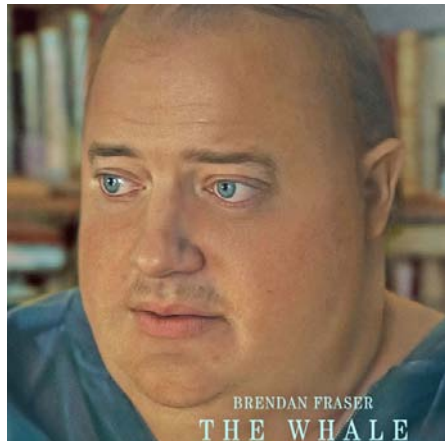
Film de science-fiction - Etats-Unis - Mexique - 1990

Avec Arnold Schwarzenegger, Rachel Ticotin, Sharon Stone

Au XXle siècle, Mars a été colonisée. Doug Quaid, ouvrier de chantier, est hanté par un cauchemar qui l'entraîne chaque nuit sur la planète rouge. Malgré la désapprobation de son entourage, il se rend dans les locaux de la société Rekall, spécialisée dans l'implantation de souvenirs factices afin de modifier ses terrifiantes réminiscences. Mais avant que l'intervention ne débute, Doug est pris d'une crise de démence.

CANAL+ CINEMA 19.58

THE WHALE



Drame - Etats-Unis - 2022

Avec Brendan Fraser, Sadie Sink, Ty Simpkins, Samantha Morton

Charlie, professeur de littérature anglaise, vient de donner un cours en ligne, toute caméra éteinte à se étudiants. L'homme, d'une obésité malade, vit reclus dans sa maison. Un soir de pluie, il reçoit la visite impromptue de Thomas. Quelques minutes plus tard, il reçoit Liz, sa meilleure amie, qui vient lui rendre régulièrement visite. Infirmière, Liz surveille de près la santé de Charlie et lui fait part de ses profondes inquiétudes.

TÉLÉVISION

TF1

19.50 Rugby : Coupe du monde



- Angleterre / Argentine

Quatrième du dernier Tournoi des VI Nations, l'Angleterre n'est clairement pas dans la meilleure période de son histoire. Pour accrocher une des deux premières places qualificatives pour les quarts de finale, Alex Dombrandt et Anglais misent sur une défense solide, un pack puissant et un jeu d'occupation. Les joueurs de Steve Borthwick veulent décrocher un succès probant face aux Argentins, leurs rivaux dans la course à la qualification.

09.40 Génération Ushuaïa
10.50 Les douze coups de midi
11.50 Le journal de la Coupe du monde de rugby
11.55 Météo
12.00 Journal
12.40 Grands reportages
13.50 Reportages découverte
15.10 Détox ta maison, 7 jours pour tout ranger
16.50 50mn Inside
18.50 Un moment d'évasion
18.55 Météo
19.00 Journal
19.40 Tirage du Loto

6

20.10 The Thing About Pam



Série policière - Etats-Unis - 2022
Saison 1 - Episode 1/6

- Une amie en or

Avec Renée Zellweger, Josh Duhamel, Judy Greer, Gideon Adlon, Sean Bridgers

Un crime odieux a eu lieu dans la petite ville de Troy, dans le Missouri : Betsy Faria a été retrouvée par son époux gisant au sol de la cuisine familiale, lardée d'une cinquantaine de coups de couteau. Le veuf éploré est aussitôt sous les radars de la police, qui suspecte un crime.

09.15 66 minutes : grand format
11.05 Météo
11.10 Le 12.45
11.45 100 % rugby
11.50 Rugby : Coupe du monde
14.05 100 % rugby
14.20 Rugby : Coupe du monde
16.30 100 % rugby
16.50 Rugby : Coupe du monde
18.55 Météo
19.00 Le 19.45
19.40 Scènes de ménages

CANAL+

20.05 Le Torrent



Thriller - France - 2022

Avec José Garcia, André Dussollier, Capucine Valmary, Christiane Millet

Lison Boiron dont les parents sont divorcés, vient passer le week-end chez son père, dans les Vosges, alors qu'elle vient d'obtenir son permis de conduire. Elle est déçue quand elle apprend que son père et sa nouvelle épouse, Juliette, sortent pour assister à une représentation théâtrale, la laissant garder le jeune Darius.

07.56 The Undeclared War
08.42 Groland le zapoï
09.00 Le temps des secrets
10.41 Dans ma tête
10.49 En aparté
11.24 Canalissime
11.45 Moto 3 : Grand Prix de San Marin
13.31 La Grille Moto
13.55 Moto GP : Grand Prix de San Marin
15.00 Padel : Paris Major
19.45 Plateau sport

PLANETE +

TFX

W9

08.32 Les secrets de l'Arche d'Alliance
09.22 100 jours qui ont fait l'histoire
11.11 Jeans : histoire d'un mythe
12.08 Des marques en péril
13.00 Klaus Barbie : la traque
14.02 La belle histoire du chocolat Poulain
15.00 Les bases secrètes des nazis
16.40 Les secrets de l'Arche d'Alliance
18.16 American Pickers, la brocante made in USA

08.15 Nicky Larson
09.45 Familles nombreuses : la vie en XXL
20.00 Petits plats en équilibre
20.05 Chroniques criminelles

TFX

08.30 Une saison au zoo
11.25 C'Cauet Le meilleur
13.00 The Big Bang Theory



10.40 Le hit W9
11.45 Météo
11.50 Scorpion
Série d'action - Etats-Unis - 2018
Saison 4 - Episode 14/22



Avec Elyes Gabel, Katharine McPhee, Eddie Kaye Thomas, Jadyn Wong, Ari Stidham
16.10 La petite histoire de France

Les Etats-Unis «repositionnent» leurs troupes au Niger

Les Etats-Unis ont commencé «par précaution» à repositionner leurs troupes au Niger, théâtre d'un coup d'Etat fin juillet, a annoncé jeudi le Pentagone. Le département de la Défense «repositionne une partie de son personnel et de ses moyens de la base aérienne 101 de Niamey (la capitale, ndlr) à la base aérienne 201 d'Agadez», plus au nord, a déclaré à la presse une porte-parole, Sabrina Singh. «Il n'y a pas de menace immédiate pour notre personnel ni de violence sur le terrain», a-t-elle ajouté, qualifiant cette décision de «mesure de précaution». Mme Singh a également indiqué que «certains personnels non essentiels et sous-traitants» avaient quitté le pays il y a plusieurs semaines.

Des militaires ont renversé le président du Niger, Mohamed Bazoum, le 26 juillet et l'ont assigné à résidence, ainsi que sa famille, au palais présidentiel.

Gabon: le président déchu Ali Bongo «libre de se rendre à l'étranger»



Le président déchu du Gabon, Ali Bongo Ondimba, est «libre de ses mouvements» et «peut se rendre, s'il le souhaite, à l'étranger», a annoncé mercredi le général Brice Oligui Nguema qui l'a renversé il y a une semaine. M. Bongo, au pouvoir depuis 14 ans, était en résidence surveillée depuis le coup d'Etat militaire du 30 août, mené sans effusion de sang moins d'une heure après que son camp eut proclamé sa réélection dans un scrutin qualifié de frauduleux par les putschistes. «Compte tenu de son état de santé, l'ancien président de la République Ali Bongo Ondimba est libre de ses mouvements. Il peut, s'il le souhaite, se rendre à l'étranger afin d'y effectuer ses contrôles médicaux», a annoncé à l'antenne de la télévision d'Etat le colonel Ulrich Manfoumbi Manfoumbi en lisant un communiqué «signé» par le général Oligui, qui a mené le putsch et prêté lundi serment en tant que président de transition.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

New Delhi accueille un G20 divisé



Joe Biden et les autres dirigeants du G20 étaient attendus à New Delhi à partir hier, leur hôte, le Premier ministre Narendra Modi, espérant faire valoir l'influence diplomatique croissante de l'Inde et faciliter le dialogue sur l'Ukraine ou le réchauffement climatique en l'absence de Xi Jinping et Vladimir Poutine. De profonds désaccords sur la guerre de la Russie en Ukraine, l'abandon

progressif des combustibles fossiles et la restructuration de la dette, au menu de ce sommet de deux jours, rendront difficile une déclaration finale demain dimanche. Les Etats-Unis resserrent leurs liens avec l'Inde pour tenir tête à la Chine, New Delhi cherchant de son côté à asseoir un rôle international de premier plan. Et ce malgré leurs différends sur la Russie-l'Inde n'a pas adhéré aux sanctions

contre Moscou après l'invasion de l'Ukraine-ou le respect des droits humains. A New Delhi, Joe Biden occupera le devant de la scène au sommet du G20, en l'absence de ses homologues chinois Xi Jinping et russe Vladimir Poutine. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov dirigera la délégation russe et le Premier ministre chinois Li Qiang conduira la délégation chinoise.

Cyclone au Brésil: au moins 31 morts dans le sud du pays



Au moins 31 personnes sont mortes depuis le début de la semaine dans le sud du Brésil après le passage d'un cyclone dévastateur, selon le dernier bilan des autorités locales, alors que d'autres pluies torrentielles étaient attendues. Les précipitations exceptionnelles et les vents violents ont provoqué d'énormes dégâts et de nombreuses localités ont été littéralement submergées par les inondations. Des

dizaines de pompiers et de policiers sont mobilisés, avec de grandes difficultés pour accéder à certaines zones totalement isolées.

Le bilan s'élevait à 21 morts mardi soir, puis à 27 mercredi dans la matinée. «Au vu de la situation, ce bilan pourrait encore s'alourdir», a estimé le gouverneur, pour qui la région vit «le pire événement climatique de son histoire». Plus de 52.000 personnes de 70 com-

munes de l'Etat du Rio Grande do Sul ont été affectées depuis lundi par des pluies diluviennes, qui ont causé des inondations et des glissements de terrain. Plus de 5.000 habitants ont dû quitter leur domicile.

Dans certaines localités, le niveau de l'eau est tellement monté qu'un grand nombre de personnes sont encore réfugiées sur le toit de leurs maisons», a révélé le gouverneur.

Mali: 49 civils et 15 soldats tués dans des attaques



Soixante-quatre personnes dont 49 civils et 15 soldats ont été tués jeudi dans deux attaques «terroristes» ayant visé un bateau de transport de passagers et une base de l'armée dans le nord du Mali, où un deuil national de trois jours a été décrété à partir de vendredi, a annoncé le gouvernement dominé par des militaires.

Les deux attaques distinctes ont visé «le bateau Tombouctou» sur le fleuve Niger et «la position de l'armée» à Bamba, dans la région de Gao (nord), avec «un bilan provisoire de 49 civils et 15 militaires tués», selon un communiqué du gouvernement qui ne précise pas combien de personnes sont mortes respectivement sur le navire et dans la base. L'attaque de Bamba a été revendiquée jeudi par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM ou Jnim selon l'acronyme arabe), alliance jihadiste affiliée à Al-Qaïda, sur la plateforme de propagande Al-Zallaqa, selon SITE, ONG américaine spécialisée dans le suivi des groupes radicaux. Les deux attaques ont été «revendiquées» par le GSIM, a dit le gouvernement dans son communiqué selon lequel l'assaut contre le bateau a aussi fait «des blessés ainsi que des dégâts matériels». La riposte de l'armée a permis de «neutraliser une cinquantaine de terroristes», selon la même source.

La famine risque de toucher 8% de la population de la Terre

La situation en matière de sécurité alimentaire risque de s'aggraver d'ici 2030, au moment où 8% de la population de la planète risque d'être confrontée à la famine, a déclaré Vladimir Kuznetsov, directeur du Centre d'information des Nations unies à Moscou, lors d'une table ronde du Club de discussion Ecumene consacrée aux questions de sécurité alimentaire. «L'Organisation mondiale prévoit, malheureusement, à l'heure actuelle une aggravation de la situation d'ici 2030, où environ 8% de la population risque d'être confrontée à la famine, tandis que maintenant ce chiffre est d'environ 3%», a-t-il indiqué. Selon M. Kuznetsov, le monde se trouve aujourd'hui à un moment charnière en ce qui concerne la réalisation des Objectifs de développement durable. Dans le même temps, l'ONU ne peut pas affirmer que les programmes pertinents parviennent à atteindre les indicateurs prévus pour la réalisation d'ici 2030.

«Même pour certains d'entre eux, il y a un recul», a souligné M. Kuznetsov. Il a ajouté que «la pauvreté, la famine et l'inégalité augmentent au mépris des objectifs fixés dans le programme de développement durable».

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE OU DÉRÈGLEMENT HUMAIN?

éternel bras de fer, cause d'une phénoménale moisissure planétaire permanente corrodant gravement ce que les vivants ont de plus humain.

Il est impossible de lotir la faim et la misère à l'allure infernale dans le monde au sein des combats des idéologies. S'interroger sur la persistance de la nourriture d'un mal, source d'une dégénérescence réplétive à travers l'histoire, peut paraître preuve de naïveté. Mais l'inconscience flagrante est que l'on ne cesse

d'attiser les causes contre lesquelles on prétend lutter comme si on tenait à ce que le monde devienne une tombe. La prolifération des malheurs est décidée à ne pas s'arrêter au point où il arrive de jalouser la droiture et la rigueur des espèces démunies de pensées. Au moment où les effets maléfiques de la nature dégénèrent, tout est devenu source de guerres et de conflits. Religions, territoires, richesses, sens contradictoires des démocraties, tout est prétexte pour que les temps soient maudits. Le dérèglement climatique est une propice excuse pour justifier le dérèglement humain autrement plus nocif et plus toxique.

Pourtant les hommes ont bien d'autres soucis à aplanir pour le recouvrement d'une réelle et pleine dignité.

Le G20 rassemblé à partir d'aujourd'hui à New Delhi aurait pu à tout le moins atténuer l'énorme dissension entre la Russie et le monde occidental. Mais le fossé est si profond qu'il est illusoire d'espérer un quelconque éroussement dans une crise qui s'est étendue au monde entier et qui ne date pas d'aujourd'hui.

On ne peut s'attendre à un moindre fléchissement dans une guerre mondiale taisant son nom mais dont la réalité est évidente quand on en arrive à miroiter les mortifères bidules nucléaires et quand de part et d'autre on s'en tient viscéralement à croire que le va-t-en-guerre est la principale essence de l'existence.

La matière ukrainienne n'est qu'un outil de guerre étalé à escient pour justifier un